



RAPPORT
DU
COMITÉ SPÉCIAL
CONTRE L'APARTHEID

VOLUME II

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 22 (A/31/22)

NATIONS UNIES



RAPPORT
DU
COMITÉ SPÉCIAL
CONTRE L'APARTHEID

VOLUME II

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE ET UNIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 22 (A/31/22)

NATIONS UNIES

New York, 1977

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le présent rapport a également été présenté au Conseil de sécurité sous la cote S/12150.

Les rapports spéciaux du Comité spécial contre l'apartheid, publiés précédemment sous les cotes A/31/22/Add.1 à 3 et S/12150/Add.1 à 3, seront publiés en tant que *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément n° 22A (A/31/22/Add.1 à 3)*.

TABLE DES MATIERES

Paragraphe Pages

ANNEXE I

L'évolution en Afrique du Sud depuis septembre 1975 1

| | | | |
|------|---|-----------|----|
| I. | INTRODUCTION | 1 - 34 | 1 |
| | A. Agression contre les Etats africains indépendants .. | 7 - 13 | 2 |
| | B. Crise grave en Afrique du Sud | 14 - 20 | 3 |
| | C. La crise économique | 21 - 28 | 4 |
| | D. Volonté de mettre fin à l'isolement | 29 - 34 | 6 |
| II. | LE SOULEVEMENT NATIONAL CONTRE L' <u>APARTHEID</u> | 35 - 54 | 8 |
| | A. Arrestations, procès et provocations | 43 - 46 | 9 |
| | B. Actes de violence perpétrés par la police | 47 - 54 | 10 |
| III. | APPLICATION DE LA POLITIQUE D' <u>APARTHEID</u> ET MODIFICATIONS APPORTEES A CETTE POLITIQUE | 55 - 105 | 13 |
| | A. Evolution vers l'"indépendance" fictive du Transkei | 58 - 68 | 13 |
| | B. Proposition tendant à faire accéder le Bophuthatswana à l'indépendance | 69 - 74 | 15 |
| | C. Métis et Indiens | 75 - 88 | 16 |
| | D. Réformes dans le cadre de l' <u>apartheid</u> | 89 - 105 | 19 |
| IV. | REPRESSION EXERCEE CONTRE LES ADVERSAIRES DE L' <u>APARTHEID</u> | 106 - 200 | 22 |
| | A. Nouvelles mesures législatives | 115 - 123 | 23 |
| | 1. <u>Parliamentary Internal Security Commission Act</u> (loi sur la Commission parlementaire de sécurité intérieure) | 115 - 118 | 23 |
| | 2. <u>Internal Security Amendment Act</u> (loi portant modification de la loi sur la sécurité intérieure) | 119 - 123 | 24 |
| | B. Procès contre des adversaires de l' <u>apartheid</u> | 124 - 190 | 25 |
| | 1. Procès contre le <u>Black Consciousness</u> (mouvement en faveur de la prise de conscience par les Noirs de leur identité) intenté aux dirigeants de la South African Students Organization et de la Black People's Convention | 127 - 132 | 25 |

TABLE DES MATIERES (suite)

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Pages</u> |
|--|--------------------|--------------|
| 2. Procès contre des membres de la National Youth Organization (NAYO) à Johannesburg | 133 - 143 | 27 |
| 3. Procès de membres du South African Student Movement à Grahamstown | 144 - 154 | 29 |
| 4. Procès de membres de l'African National Congress à Pietermaritzburg | 155 - 161 | 31 |
| 5. Procès de M. Petrus Tshabalala | 162 - 165 | 32 |
| 6. Procès de M. Bernard Trevor Bloem | 166 - 169 | 32 |
| 7. Procès de M. Eric Molobi | 170 - 177 | 33 |
| 8. Procès de MM. Hamilton, Weimers et Ramrock ... | 178 | 34 |
| 9. Procès de M. Braytenbach | 179 - 182 | 34 |
| 10. Procès de M. Raymond Suttner | 183 - 184 | 35 |
| 11. Procès de M. et Mme Rabkin et de M. Cronin ... | 185 - 187 | 35 |
| 12. Procès des dirigeants de la National Union of South African Students | 188 - 190 | 35 |
| C. Mauvais traitements et tortures des prisonniers ... | 191 - 200 | 36 |
| V. RENFORCEMENT DE L'APPAREIL MILITAIRE | 201 - 225 | 38 |
| A. <u>Defence Amendment Act, 1976</u> | 207 - 208 | 39 |
| B. Augmentation des forces armées | 209 - 215 | 39 |
| C. Production d'armes | 216 - 217 | 41 |
| D. Importation d'armes | 218 - 224 | 41 |
| E. Autres faits nouveaux | 225 | 42 |
| VI. LES SPORTS ET L'<u>APARTHEID</u> | 226 - 247 | 43 |
| A. Progrès de la campagne contre l' <u>apartheid</u> dans les sports | 226 - 232 | 43 |
| B. Poursuite des échanges sportifs avec l'Afrique du Sud | 233 - 244 | 44 |
| C. Nouvelle politique sportive | 245 - 247 | 46 |

ANNEXE II

Liste des documents du Comité spécial

48

L'évolution en Afrique du Sud depuis septembre 1975

I. INTRODUCTION

1. L'année qui vient de s'écouler a été l'année la plus riche en événements de l'histoire de la lutte de libération qui se déroule en Afrique du Sud ainsi qu'en efforts de la part de la communauté internationale, pour soutenir cette lutte.
2. On se souviendra que le Comité spécial contre l'apartheid avait souligné dans son dernier rapport 1/ que les manœuvres entreprises par le régime sud-africain à la suite de l'effondrement du colonialisme portugais pour induire en erreur l'opinion internationale et consolider sa position s'étaient soldées par un échec. Dans une déclaration faite devant le Conseil de sécurité en octobre 1974, le régime d'apartheid avait promis d'abandonner sa politique de discrimination raciale, mais au lieu de cela, il a adopté de nouvelles mesures dans le cadre de l'apartheid, et accélère notamment la création de bantoustans. Il avait offert de coopérer avec les Etats africains indépendants dans la recherche d'une solution pacifique en Rhodésie du Sud mais il a continué à soutenir le régime illégal de Smith en refusant d'appliquer les décisions obligatoires du Conseil de sécurité.
3. Alors qu'il prétendait vouloir la paix, le régime d'apartheid a sensiblement accru son budget militaire et intensifié les mesures de répression contre tous les adversaires de l'apartheid en Afrique du Sud. En septembre 1974, lorsque les Noirs ont manifesté leur joie devant la victoire du Frente de Libertação de Moçambique (FRELIMO), le mouvement de libération mozambicain, il a procédé dans l'ensemble du pays à l'arrestation des chefs du mouvement en faveur de la prise de conscience par les Noirs de leur identité. La répression s'est accrue au cours des mois suivants et a touché de nombreux étudiants, ouvriers, écrivains, etc., y compris de nombreux Blancs opposés à l'apartheid.
4. Ces événements ont précipité une crise qui a été considérablement aggravée par l'agression sud-africaine contre des Etats africains indépendants et l'extrême violence exercée à l'encontre de la population noire du pays. La prétendue politique de "détente" et de "dialogue" suivie à l'égard des Etats indépendants africains est apparue sous son vrai jour et toute possibilité de dialogue réel à l'intérieur du pays a finalement été réduite à néant.
5. Confronté à la résistance croissante de la population opprimée, le régime de Pretoria a adopté de nouvelles lois draconiennes et s'est livré, le 16 juin 1976, à un massacre d'étudiants à Soweto, le faubourg africain de Johannesburg, lorsque ceux-ci ont manifesté contre l'imposition de l'afrikaans comme langue d'étude dans les écoles secondaires. Pour tenter d'intimider le mouvement de "prise de conscience par les Noirs de leur identité", devenu un facteur puissant d'union de la population noire, notamment des étudiants et des jeunes, contre l'oppression raciste, le régime de Pretoria a, par la suite, arrêté des milliers de personnes.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément No 2 (A/10022); voir également le document S/11849.

dont pratiquement tous les dirigeants de ce mouvement. Or, contrairement à ses prévisions, la résistance s'est étendue de Sweto à l'ensemble du pays. Les Africains, les métis et les Indiens ont défié les balles et les coups pour exiger que l'on relâche leurs compagnons. Ils ont bénéficié de l'appui d'un nombre particulièrement élevé de travailleurs africains qui sont restés chez eux pendant trois jours, obéissant au mot d'ordre de grève.

6. Le massacre des étudiants africains perpétré par le régime d'apartheid et la résistance héroïque de la population ont attiré l'attention de la communauté internationale et suscité un appui croissant à la lutte du peuple sud-africain pour la liberté. Le problème de l'apartheid est désormais au premier plan des problèmes urgents qui préoccupent la communauté internationale.

A. Agression contre les Etats africains indépendants

7. En engageant une agression contre l'Angola, en octobre 1975, à la veille de l'indépendance de ce pays après avoir fait des incursions en territoire angolais depuis le 3 août 1975, le régime de Pretoria a décidé de jouer le tout pour le tout. Il a tenté, en s'appuyant sur un déploiement de sa puissance militaire et sur une propagande massive, de dérouter les Etats africains et de pousser les puissances occidentales à participer à ses côtés à des opérations militaires, ce qui aurait mis fin à son isolement. Il avait espéré faire de l'Angola un Etat tampon tributaire ou encore continué d'occuper militairement le sud du pays, ce qui lui aurait permis de réprimer la lutte du peuple namibien pour la liberté.

8. Le 9 novembre, le général de corps d'armée Magnus Malan, commandant des Forces armées sud-africaines, osait déclarer à la radio :

"Notre puissance militaire joue indubitablement un grand rôle dans la politique de détente actuellement suivie par nos dirigeants. Car la détente ne peut être instaurée que si nous nous plaçons dans une position de force 2/."

9. Les résultats de cette décision ont été désastreux, non seulement par suite de la résistance du peuple angolais mais aussi par suite de la réticence des puissances occidentales à s'allier à l'Afrique du Sud et de l'opposition manifestée par la population noire sud-africaine à l'agression à laquelle ses oppresseurs s'étaient livrés.

10. Le régime de Pretoria s'est trouvé isolé une fois de plus, comme en témoigne sa condamnation par le Conseil de sécurité en mars 1976 (résolution 387 (1976) du Conseil en date du 31 mars 1976). La "campagne de détente" a échoué. Cette défaite n'a fait qu'encourager le peuple opprimé d'Afrique du Sud dans sa lutte pour la liberté.

11. Dans son désespoir, le régime de Pretoria s'est livré plus d'une fois contre la Zambie à des actes d'agression qui ont été condamnés par le Conseil de sécurité en juillet 1976 (résolution 393 (1976) du Conseil de sécurité en date du 30 juillet 1976). Malgré ces condamnations, l'Angola et la Zambie ont signalé de nouvelles violations de leurs territoires par le régime sud-africain.

12. Il est devenu évident que le régime sud-africain est essentiellement agressif; il continue d'appliquer sa politique d'apartheid en Afrique du Sud et d'occuper illégalement la Namibie, menaçant et attaquant les Etats indépendants voisins qui aident les mouvements de libération dans leur lutte légitime pour l'auto-détermination et la liberté, conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

13. On notera qu'après une attaque de l'armée sud-africaine contre des militants de la SWAPO en Angola, le Ministre sud-africain de la défense, M. P. W. Botha, a déclaré, le 19 octobre, que les forces armées de défense sud-africaines n'hésiteraient pas à poursuivre les insurgés de la SWAPO au-delà des frontières du pays et à démanteler leurs bases installées dans les territoires voisins 3/.

B. Crise grave en Afrique du Sud

14. Le soulèvement national qui a suivi le massacre de Soweto du 16 juin 1976 a montré clairement que les Noirs, qui constituent la grande majorité de la population du pays, étaient unis dans leur opposition à l'apartheid et à tout compromis à propos de cette politique inhumaine. On a pu voir que les Noirs rejetaient les chefs nommés par le gouvernement, les responsables des bantoustans et les membres des institutions de l'apartheid que le régime raciste a tenté de leur imposer comme dirigeants.

15. A la suite du massacre de Soweto, de nombreuses organisations et dirigeants influents blancs - dont la presse afrikaans, des universitaires et des hommes d'affaires afrikander - ont demandé que l'on prête davantage d'attention aux vues des Africains et que l'on repense l'avenir du pays. Ils ont notamment demandé que les Noirs ne soient plus considérés comme résidents temporaires dans les villes et qu'ils soient consultés sur les questions relatives à leur bien-être 4/.

16. Bien que les réformes préconisées soient bien en-deçà de l'égalité totale réclamée par les Africains, elles reflètent une tendance symptomatique de l'opinion. La Chambre de commerce du Transvaal a par exemple suggéré dans un memorandum qu'elle a adressé au Premier Ministre Vorster en août 1976, l'adoption de mesures visant à :

a) Reconnaître aux Noirs vivant en milieu urbain le statut de résidents permanents et leur octroyer le droit à la propriété foncière dans les quartiers résidentiels africains;

b) Doter les quartiers résidentiels africains du statut de municipalité dotée d'un organe municipal élu;

c) Fournir des fonds suffisants pour le logement de la population noire en milieu urbain;

d) Améliorer les équipements des quartiers résidentiels africains et les moyens de transport qui les desservent;

3/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 20 octobre 1975.

4/ Financial Mail, Johannesburg, 30 août 1976.

e) Mettre en place un système d'enseignement libre et obligatoire, avec manuels et fournitures scolaires gratuits;

f) Revoir la législation discriminatoire;

g) Supprimer les restrictions à la promotion de la main-d'oeuvre spécialisée dans l'industrie.

17. Le régime raciste s'est opposé à tout changement réel et à toute consultation avec les dirigeants authentiques de la population. Il a bien précisé qu'il n'abandonnerait pas l'apartheid. Il a jeté en prison pour ainsi dire tous ceux que la communauté noire considérait comme ses porte-parole, et n'a choisi d'entendre que les "plaintes" de dirigeants qu'il avait lui-même choisis. La déclaration du Ministre de la police, M. Jimmy Kruger qui, en août 1976, a demandé "un changement de vitesse et non pas un changement de politique", c'est-à-dire une accélération de l'application de l'apartheid, est typique de cette attitude.

18. Le 30 septembre, le Premier Ministre Vorster a catégoriquement rejeté les multiples demandes d'organisation d'une convention nationale multiraciale où les problèmes du pays seraient débattus.

19. Même les chefs des bantoustans ont été obligés de déclarer lors d'une réunion qui s'est tenue en août 1976 que l'habitude du Gouvernement sud-africain de refuser constamment d'octroyer aux Noirs les droits fondamentaux de la personne humaine tant qu'il n'y serait pas acculé a montré au pays et au monde que le seul langage que ce gouvernement était prêt à écouter était celui de la violence.

20. Pendant ce temps, le régime de Pretoria a accéléré la mise en oeuvre du plan des bantoustans, clef de voûte de la politique d'apartheid. Il a pris précipitamment des mesures en vue d'octroyer une "indépendance" factice au Transkei le 26 octobre 1976 et a promulgué une législation visant à retirer la citoyenneté sud-africaine à plus de trois millions de personnes originaires du Transkei à partir de cette date. Ce devait être le premier stade de l'application d'un plan diabolique grâce auquel le régime, élu par une minorité blanche, devait priver la population africaine, qui constitue 70 p. 100 de la population du pays, de sa citoyenneté, et se voir assurer la domination totale sur 87 p. 100 du pays.

C. La crise économique

21. L'Afrique du Sud a connu une grave crise économique provoquée par la chute du prix de l'or, l'augmentation des dépenses militaires, l'intervention en Angola, les effets inflationnistes de la politique d'apartheid et l'insurrection populaire dans le pays. Elle a été obligée de dévaluer le rand de 17,9 p. 100 le 21 septembre 1975. D'après le Quarterly Bulletin de la Banque de réserve sud-africaine, le produit national brut (PNB) a diminué en 1975 de 1,5 p. 100 en termes réels et le PNB par habitant, de 4 p. 100 5/. La dette étrangère est passée de 7 p. 100 du PNB en 1974 à 17 p. 100 en 1976 6/.

5/ Ibid., Johannesburg, 9 avril 1976.

6/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 25 septembre 1976.

22. Le régime sud-africain a donc jugé nécessaire d'obtenir des prêts et d'attirer des investissements massifs de l'étranger. D'après une déclaration faite par le Ministre des finances du 31 mars 1976, lors de la présentation du budget de 1976/1977, il y a eu, en 1975, un afflux de capitaux net inégalé de 1 774 millions de rands sur lesquels 1 263 millions de rands provenaient de prêts à long terme. L'afflux de capitaux représentait 23 p. 100 des investissements intérieurs bruts, contre 11 p. 100 en 1974.

23. Pour les trois premiers mois de 1976, les emprunts publics annoncés par l'Afrique du Sud sur le marché de l'Euro-dollar se sont élevés au total à 350 millions de dollars, contre 321 millions de dollars pour l'ensemble de l'exercice 1975. En outre, elle a passé des accords de crédit mutuel (\$ wap) avec garantie or avec certaines banques suisses qui correspondent en fait à un prêt de 500 à 600 millions de dollars 7/.

24. Depuis lors, le régime sud-africain s'est heurté à des difficultés croissantes pour emprunter à l'étranger. Il avait déjà fait de gros emprunts en Europe occidentale et les investisseurs étrangers ont commencé à perdre confiance en l'Afrique du Sud à la suite de l'agression contre l'Angola et des événements survenus à l'intérieur du pays.

25. Le Président de la Banque Barclay's, M. A. F. Tuke, a déclaré à la réunion générale annuelle de la Banque à Londres, le 13 avril 1976, que l'attrait économique de l'Afrique du Sud avait diminué au cours des trois dernières années. Les titres d'emprunt de l'Afrique du Sud et d'autres régions de l'Afrique australe étaient devenus beaucoup plus difficiles à vendre qu'ils ne l'étaient trois années auparavant 8/.

26. On pouvait lire dans le numéro du Rand Daily Mail du 11 juin 1976 :

"... le rendement des titres d'emprunt de l'Afrique du Sud sur le marché Euro-obligations est actuellement d'environ 2 à 4 p. 100 plus élevé que celui des titres de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Il s'agit d'une prime politique. Ce marché est en fait fermé à l'Afrique du Sud qui ne pourra y émettre de nouveaux emprunts dans l'avenir immédiat."

27. Comme on pouvait s'y attendre, ce sont les Noirs qui ont fait tous les frais des difficultés économiques : augmentation du prix des aliments et des transports et chômage accru. En raison de la crise économique, les syndicats blancs ont eu de plus en plus tendance à s'opposer à la promotion des Noirs à des postes nécessitant une spécialisation.

28. Le nombre de chômeurs africains a considérablement augmenté. Le 9 avril 1976, le Financial Mail de Johannesburg disait que tous les mois 10 000 Africains rejoignent les rangs des sans-emploi. D'après les estimations citées dans l'article, le nombre des chômeurs Africains était passé de 366 000 à la mi-1973 à 417 000 à la mi-1975 et devrait s'élever à 550 000 d'ici la mi-1976. D'après d'autres estimations, le nombre des chômeurs africains atteindrait deux millions.

7/ Financial Mail, Johannesburg, 9 avril 1976.

8/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 14 avril 1976.

Les faibles augmentations de salaire des travailleurs africains enregistrées depuis 1973 ont été contrebalancées par la mise au chômage de nombreux Africains dans divers secteurs de l'industrie. Depuis le massacre de Soweto, le gouvernement et les employeurs ont entrepris de renvoyer un grand nombre de travailleurs africains, grossissant ainsi le nombre des sans-emplois.

D. Volonté de mettre fin à l'isolement

29. Devant l'échec de l'agression contre l'Angola et la condamnation unanime par l'Organisation de l'unité africaine, le régime de Pretoria s'est trouvé encore plus isolé. L'aventure angolaise a montré qu'aucun gouvernement au monde ne souhaitait être considéré comme l'allié de l'Afrique du Sud. Le régime sud-africain a tenté de sortir de son isolement en renforçant ses liens avec Israël ainsi que par des démarches auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour qu'il offre son concours de manière à éviter une extension du conflit en Afrique australe.

30. Le développement des relations entre Israël et l'Afrique du Sud a fait l'objet d'un rapport spécial du Comité spécial contre l'apartheid en septembre 1976 (A/31/22/Add.2 - S/12150/Add.2) 9/.

31. En ce qui concerne les Etats-Unis, on notera que le Secrétaire d'Etat de ce pays, M. Henry A. Kissinger a, au cours d'une allocution prononcée à Lusaka le 27 avril 1976, offert l'appui des Etats-Unis dans la recherche d'une solution pacifique en Afrique australe. Il a engagé l'Afrique du Sud à user de son influence auprès du régime de Salisbury en vue d'un règlement négocié qui conduirait à l'instauration d'un gouvernement par la majorité en Rhodésie du Sud. Il a fait appel au régime pour qu'il arrête un calendrier précis en vue de réaliser l'autodétermination en Namibie et de permettre à tous les habitants et groupements de Namibie d'exprimer leurs vues librement, sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies, au sujet de l'avenir politique et de la structure constitutionnelle de leur pays. Il a exprimé sa préoccupation devant l'apartheid en Afrique du Sud et a déclaré que les Etats-Unis continueraient d'encourager un changement pacifique et d'œuvrer en ce sens.

32. Bien que M. Kissinger ait continué à critiquer l'apartheid et ait instamment demandé qu'il soit mis fin à la discrimination raciale institutionnalisée, le régime sud-africain a apprécié les contacts qu'il a eus par la suite avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. M. Kissinger a rencontré personnellement le Premier Ministre Vorster en Bavière, les 23 et 24 juin 1976, à Zurich du 4 au 6 septembre et à Pretoria du 18 au 20 septembre.

33. Quelles qu'aient été les intentions des Etats-Unis, le régime sud-africain a vu dans ce développement des relations avec les Etats-Unis une percée diplomatique de nature à diminuer les pressions de l'étranger. Les dirigeants du régime et la presse sud-africaine ont pensé que les Etats-Unis avaient enfin reconnu que l'Afrique du Sud avait un rôle prépondérant à jouer en Afrique australe et qu'aucune pression ne serait exercée pour que des changements radicaux soient apportés en Afrique du Sud. Ils ont espéré qu'ils pourraient ainsi développer leurs relations avec les Etats africains indépendants.

9/ Pour le texte imprimé, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 22A (A/31/22/Add.1 à 3), document A/31/22/Add.2.

34. M. C. P. Mulder, Ministre de l'information, a dit lors d'une interview à la radio, en août 1976, qu'il ne pensait pas que les Etats-Unis s'attendent à ce que, "poussés dans nos derniers retranchements, nous appliquions le principe 'à chacun une voix' en Afrique du Sud. Il n'en a jamais été question". Il a ajouté : "Je pense que si nous parvenons à reconnaître la dignité de chacun ... à élaborer des politiques acceptables qui permettent à la population noire d'être elle aussi en mesure de réaliser ses idéaux politiques ... je pense que les Etats-Unis seront satisfaits et que nous pourrons conserver les options fondamentales de notre système politique 10." On pouvait lire dans le numéro de Die Vaderland du 2 septembre 1976 :

"Dans les commentaires auxquels a donné lieu la rencontre Vorster-Kissinger, un point ressort souvent : le rôle clé que l'Afrique du Sud doit jouer dans l'avenir du sous-continent dont nous faisons partie."

Dans son numéro du 13 septembre 1976, Die beeld, journal progouvernemental, commentait ainsi le dixième anniversaire de la nomination de M. B. J. Vorster au poste de Premier Ministre :

"En dépit de l'agitation actuelle, il n'en demeure pas moins que les dix années qui se sont écoulées depuis que M. Vorster est au pouvoir ont conféré à l'Afrique du Sud une position d'autorité sans précédent dans les affaires de l'Afrique australe.

Il suffit de comparer la visite de cette semaine avec les circonstances qui ont entouré une visite du même ordre effectuée il y a 16 ans.

En 1960, M. Macmillan est venu prononcer un seul discours dans lequel il a traité l'Afrique du Sud et son gouvernement en tant que quantité négligeable. Cette semaine, M. Kissinger vient précisément parce qu'il voit dans notre pays et notamment dans notre Premier Ministre l'élément principal de l'évolution pacifique de l'Afrique australe."

II. LE SOULEVEMENT NATIONAL CONTRE L'APARTHEID

35. Le Comité spécial contre l'apartheid a déjà retracé le massacre de Soweto, qui s'est produit le 16 juin, en a analysé les répercussions dans un rapport spécial, daté du 4 août 1976, établi à l'intention de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité (A/31/22/Add.1 - S/12150/Add.1) 11/. On trouvera ci-après une brève description d'aspects significatifs du mouvement de révolte qu'a suscité le massacre dans l'ensemble du pays et des événements qui ont eu lieu après l'établissement du rapport spécial.

36. Bien que les manifestations organisées par les écoliers africains de Soweto le 16 juin aient été déclenchées par la décision d'imposer l'Afrikaans comme langue d'enseignement dans les écoles secondaires, elles témoignent indubitablement du profond malaise créé par l'oppression et l'exploitation du peuple africain et de l'opposition à la discrimination dans tous les domaines.

37. Comme l'a dit au mois d'août M. Mxolisi Mvovo, Président par intérim de la Black People's Convention :

"...quelles qu'en soient les causes immédiates, les manifestations et les émeutes marquent essentiellement le rejet par les Noirs de l'ensemble du système d'oppression, de domination et d'exploitation qu'implique la prétendue théorie du développement séparé ou l'apartheid 12/."

38. Le 17 juin déjà, le South African Council of Churches (Conseil des églises d'Afrique du Sud) avait lancé un cri d'alarme :

"Le fait que les écoliers eux-mêmes aient été mêlés aux affrontements signifie, ce qui ne laisse pas d'être inquiétant, que les revendications des Noirs dépassent le simple domaine de la politique pour traduire une angoisse si profonde et si généralisée que les enfants eux-mêmes y sont sensibles, angoisse qui risque d'entraîner l'escalade vers la catastrophe nationale..."

La cause des étudiants est légitime et on ne peut donc les réduire au silence par la force des armes 13/."

39. Malgré le massacre sauvage d'écoliers africains et la répression aveugle à laquelle il s'est livré, le régime raciste n'a pas réussi à étouffer la résistance. La présence de la police dans les villes noires semble avoir suscité l'hostilité de la population au lieu de l'intimider. Les manifestations contre l'apartheid se sont rapidement étendues de ville en ville pour gagner l'ensemble du pays, y compris les réserves africaines, des centaines de milliers de personnes s'étant

11/ Pour le texte imprimé, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 22 A (A/31/22/Add.1 à 3) document A/31/22/Add.1

12/ Weekend World, Johannesburg, le 15 août 1976.

13/ The Guardian, Londres, le 18 juin 1976.

unies pour braver la police. De jeunes Métis du Cap et de ses environs sont descendus dans la rue par dizaines de milliers pour manifester leur solidarité avec les écoliers africains, et se sont heurtés à la brutalité de la police.

40. Les élèves de nombreuses écoles se sont mis en grève pour marquer leur solidarité avec leurs camarades de Soweto et exiger l'élargissement des prisonniers. Les trois universités réservées aux Africains, l'université réservée aux Métis et des centaines d'écoles secondaires ont été fermées à la suite de ces manifestations. D'importantes manifestations se sont également déroulées à l'Université de Durban réservée aux Indiens, qui a ensuite été fermée pendant plusieurs jours. La police a ouvert le feu sur les étudiants et dispersé les manifestants à coups de matraque. De nombreux jeunes ont été tués ou blessés, et des milliers d'entre eux ont été arrêtés.

41. Au 30 août, les statistiques officielles faisaient état de 294 morts et 2 500 blessés, mais on pense que le nombre des victimes est en fait bien plus élevé. Le 15 septembre le Colonel J. J. Gerber de la police de Johannesburg reconnaissait qu'entre le 16 juin et le 30 août, la police avait ouvert le feu au cours de 135 incidents au moins et que le nombre de victimes n'était pas connu. Il a indiqué en outre, que durant cette période, la police avait brûlé 16 363 cartouches 14/.

42. L'un des traits marquants de ce mouvement de révolte est la participation active des travailleurs africains qui ont largement manifesté leur appui aux étudiants. Les ouvriers de Soweto se sont mis en grève du 4 au 6 août pour réclamer le relâchement des étudiants emprisonnés dont de nombreux adolescents détenus au secret depuis plusieurs semaines, grève qui, selon les indications de la presse, aurait été observée par 60 p. 100 de la main-d'oeuvre africaine de Johannesburg, un pourcentage remarquable si l'on tient compte, entre autres choses, des manœuvres d'intimidation de la police. Une deuxième grève de trois jours, déclarée le 23 août, aurait été suivie à 80 p. 100, et une troisième grève de trois jours, observée à partir du 20 septembre, aurait été efficace à 75 p. 100 à Johannesburg et à 50 p. 100 au Cap. Il semblerait que le complexe industriel d'Isando ait été transformé en ville fantôme par la grève des travailleurs africains.

A. Arrestations, procès et provocations

43. On a estimé qu'environ 5 000 personnes ont été arrêtées au cours des manifestations qui ont suivi le massacre de Soweto, et parmi elles des centaines d'étudiants des universités et autres établissements d'enseignement supérieur et bon nombre de professeurs et de directeurs d'écoles, les autres étant pour la plupart de jeunes écoliers du secondaire. En outre, presque tous les dirigeants du mouvement d'"éveil des Noirs" ont été mis en état d'arrestation en vertu de lois autorisant la détention illimitée de personnes présentant un risque pour la sécurité de l'Etat.

14/ Rand Daily Mail, Johannesburg, le 16 septembre 1976.

44. Nombreux sont ceux qui ont été inculpés au cours de procès collectifs d'attentat contre l'ordre public, d'attroupements séditieux et d'autres délits; ils se sont vu infliger des peines sévères, allant généralement de 6 mois à 3 ans de prison. Beaucoup d'adolescents ont été condamnés à de sévères châtiments corporels. Le 16 septembre 1976, à Port Elisabeth, on a été jusqu'à condamner un enfant africain de 8 ans à cinq coups de fouet pour avoir assisté à une réunion illégale.

45. N'ayant pas réussi à mater la révolte générale le régime raciste semble s'être livré à d'abjects actes de provocation. Le 4 août, des attentats à la bombe incendiaire ont été perpétrés au domicile de Mme Winnie Mandela, une des responsables de l'Association des parents noirs de Soweto, et de M. Peter Magubane, célèbre photographe africain. Entre le 24 et le 26 août, des centaines de travailleurs migrants de Soweto armés de machettes s'en sont pris aveuglément à des étudiants et à d'autres africains, faisant pour le moins 21 morts et des dizaines de blessés. D'après des témoins oculaires, des policiers lourdement armés, ont assisté au massacre sans faire un geste pour protéger les victimes 15/.

46. On a pu prouver, malgré les dénégations des autorités, que les travailleurs migrants agissaient à l'instigation de la police. En effet, un journaliste du Rand Daily Mail a entendu des policiers dire aux travailleurs : "Si vous endomagez des maisons, nous serons forcés de prendre des mesures contre vous... on vous a simplement donné l'ordre de tuer 16/."

B. Actes de violence perpétrés par la police

47. Tous les témoignages dont on dispose indiquent que les forces de police ont eu recours à la violence de manière systématique et sans discrimination aucune pour étouffer la résistance. Elles ont ouvert le feu sur des manifestants pacifiques, alors même que ces derniers les suppliaient de ne pas tirer. Des miliciens blancs se sont joints à elles à plusieurs reprises.

48. La brutalité de la police sud-africaine à l'égard des jeunes est illustrée par l'article ci-après, qui a été publié au Cap dans le Rand Daily Mail du 4 septembre 1976 :

"La matraque à la main les policiers ont fondu sur les élèves, dans l'enceinte de l'école secondaire Alexander Sinton à Athlone, et ont jeté des grenades lacrymogènes. Pour les narguer, les élèves ont aspergé les grenades à l'aide de tuyaux d'arrosage, mais ont pris leurs jambes à leur cou lorsque les policiers se sont mis à les matraquer...

Vingt minutes plus tard, la brigade anti-émeutes donnait l'assaut à l'établissement pour la deuxième fois, sous prétexte que des pierres avaient été lancées sur les voitures dans les environs de l'école. Voyant surgir les policiers, les élèves se sont barricadés dans les salles de classe.

15/ The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, en date du 28 août 1976.

16/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 26 août 1976.

Après avoir essayé sans succès d'enfoncer les portes, les policiers ont brisé les carreaux des salles de classe d'étage et y ont jeté des grenades lacrymogènes.

Terrifiés, les enfants se sont précipités au-dehors pour tomber sous les matraques des policiers. Le bruit des coups de feu se réverbérait sur les bâtiments et des élèves hurlants couraient de tous côtés.

Un journaliste s'est rendu à l'infirmerie de l'école et a vu deux jeunes garçons qui avaient été blessés par de la grenaille de plomb. L'un d'entre eux saignait d'une blessure à la main et l'autre avait été touché à la main et aux fesses.

Quelques filles pleuraient sous l'effet du gaz lacrymogène. D'autres avaient perdu connaissance ou sanglotaient de manière hystérique alors que les professeurs s'évertuaient à les calmer.

Un garçon qui s'enfuyait à travers la pelouse a été plaqué au sol par un policier qui lui a ensuite administré une volée de coups de pied 17/."

49. Dans un communiqué publié en août 1976, un représentant du Christian Institute of Southern Africa a déclaré :

"On nous cite sans arrêt de nouveaux cas de sévices exercés par la police contre des innocents et cela semble prendre des proportions d'épidémie... On ne compte plus les exemples de mauvais traitements infligés à des innocents qui ne sont pas accusés de quoi que ce soit.

Nous sommes convaincus que la réputation épouvantable que se sont ainsi faite la police et les autorités sud-africaines auprès de 20 millions de Noirs ne pourra s'améliorer que si l'on convoque une convention nationale à laquelle seraient invités à prendre part tous les représentants du peuple - y compris ceux qui se trouvent en prison ou en exil - afin de concevoir un nouveau mode de vie pour notre société 18/."

50. Mme Oshdi Jane Phakati, directrice pour le Transvaal du Christian Institute of Southern Africa a affirmé :

"Ils (les policiers) ont été les premiers à faire usage de la violence lorsqu'ils ont tué des enfants innocents à Soweto.

Ils semblent depuis s'acharner à brutaliser, harceler et intimider d'innocents et pacifiques Noirs.

Les Noirs n'ont jamais souhaité la violence. Mais ils se demandent aujourd'hui à quoi peut servir la paix si la police choisit d'user de la force des armes 18/."

17/ Ibid., Johannesburg, 4 septembre 1976.

18/ Weekend World, Johannesburg, le 15 août 1976.

51. Le Weekend World de Johannesburg, du 15 août, a énuméré les incidents ci-après pour illustrer la brutalité de la police.

1. Peter Magubane, un célèbre photographe africain, a été agressé à deux reprises par la police. La première fois, ses lunettes ont été brisées et des blessures internes lui ont été infligées. La deuxième fois, il a été matraqué et les coups qu'il a reçus au visage lui ont valu une fracture du nez.
2. Un enseignant d'Alexandra a été fouetté avec un chat à neuf queues, battu à coups de crosse de pistolet et forcé de chanter des chansons afrikaans.
3. Des policiers relevant du Conseil d'administration bantou de West Rand ont administré des coups de poing, des coups de pied et des coups de fouet à huit écoliers.

52. Au début du mois de septembre, des directeurs d'école de la péninsule du Cap ont accusé la police d'avoir matraqué des élèves et jeté des grenades lacrymogènes dans les salles de classe, d'avoir assommé au moins quatre professeurs et d'avoir ouvert le feu au hasard. Le Parti travailliste, le Conseil des syndicats d'Afrique du Sud et le Conseil judiciaire islamique ont publié des communiqués pour condamner la brutalité policière et réclamer l'ouverture d'une enquête 19/.

53. Le 30 septembre 1976, le Conseil de la ville du Cap lui-même a décidé, lors de sa réunion mensuelle de demander au gouvernement d'ouvrir une enquête judiciaire pour vérifier les accusations selon lesquelles la police aurait "employé la force et fait usage d'armes à feu sans retenue aucune" 20/.

54. Malgré cela, le régime n'a pris aucune mesure et a même été jusqu'à féliciter la police pour sa modération. Il a précisé qu'il attendrait le rapport de la commission d'enquête, commission composée d'une seule personne nommée en juin pour faire la lumière sur les événements du 16 juin et ce qui s'en est suivi 21/. La commission a été boycottée par la plupart des Noirs.

19/ The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, le 11 septembre 1976.

20/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 1er octobre 1976.

21/ Le gouvernement a nommé le juge Cillie, Président de la Cour du Transvaal, pour constituer la commission, et chargé M. Percy Yutar, Procureur général du Transvaal, de réunir des témoignages. Le juge Cillie est connu pour la sévérité des condamnations qu'il a prononcées contre certains opposants à l'apartheid, dont l'ancien doyen anglican de Johannesburg, et M. Yutar pour avoir représenté le ministère public contre de nombreux opposants à l'apartheid, notamment lors du procès de Rivonia.

III. APPLICATION DE LA POLITIQUE D'APARTHEID ET MODIFICATIONS APPORTEES A CETTE POLITIQUE

55. Tout en apportant quelques adoucissements à ce qu'on a appelé le "petty apartheid" (apartheid quotidien), en vue essentiellement de tromper l'opinion publique ou dans le vain espoir de diviser les Noirs, le régime de Pretoria a encore accentué l'apartheid en grand (ou "grand apartheid") durant la période considérée. La politique d'apartheid en grand prévoit la création, sur un septième de la superficie du pays, de bantoustans constitués par près de 200 parcelles réservées aux Africains, qui sont censés être des "homelands" de tous les Africains du pays et auxquels une "indépendance" fictive sera octroyée afin de consolider la domination des Blancs dans le reste du pays.

56. On se rappellera qu'en 1961 M. Hendrik Vorwoerd, alors Premier Ministre, avait déclaré "qu'en raison des pressions exercées sur l'Afrique du Sud", le régime d'apartheid avait opté pour "une forme de parcellisation que nous aurions préféré pouvoir éviter, mais qui permettra au Blanc d'acheter sa liberté et le droit de maintenir sa domination dans ce qui est son pays".

57. Ce plan machiavélique, appliqué avec la collusion de chefs nommés par le gouvernement, permettra au régime de la minorité blanche de priver les Africains de leur droit à la citoyenneté sud-africaine, alors qu'ils représentent 70 p. 100 de la population. Les Africains continueront à constituer une majorité importante dans l'"Afrique du Sud blanche", mais ils seront traités en étrangers dans leur propre pays. Ils ne jouiront même pas des droits octroyés aux immigrants d'Europe, leur présence n'étant tolérée que dans la mesure où les Blancs auront besoin d'eux. Les Métis et les Indiens, qui constituent un effectif de 3 millions de personnes, continueront à être traités en citoyens de deuxième classe.

A. Evolution vers l'"indépendance" fictive du Transkei

58. Le fait nouveau essentiel survenu au cours de l'année écoulée a été la précipitation qui a marqué l'octroi de l'"indépendance" au Transkei. Le Transkei est constitué par trois parcelles de territoire, séparées l'une de l'autre par l'"Afrique du Sud blanche", de laquelle le bantoustan est fortement tributaire.

59. Le budget du Transkei pour l'exercice fiscal 1976/77 se monte à 135 799 000 rands, mais les prévisions de recettes provenant du Transkei même ne s'élèvent qu'à 28 millions de rands. Un montant énorme de 93 033 000 rands est constitué par des subventions du Gouvernement sud-africain. Le reste comprend un report de 6 millions de rands de l'exercice fiscal précédent et un montant de 14 millions de rands qui devra provenir de prêts étrangers.

60. D'un rapport publié en mars 1976 par un organisme officiel, le Bureau pour la recherche économique et le développement bantou, il ressort ce qui suit :

a) Le Transkei ne peut fournir que 395 000 emplois alors qu'il a une population de 1 645 000 habitants;

b) Quelque 350 000 habitants du Transkei ont un emploi en dehors du territoire. En 1973, le produit national brut, chiffré à 407 millions de rand, était constitué pour près des trois quarts par les salaires des travailleurs migrants.

c) Le Transkei devient de plus en plus tributaire des travailleurs migrants. Alors qu'en 1960 le produit intérieur brut intervenait pour 44 p. 100 dans le revenu national brut, en 1973, le chiffre n'était plus que de 26 p. 100 22/.

61. Le régime sud-africain a négocié l'indépendance du Transkei avec l'autorité non représentative qu'il avait constituée aux termes du Transkei Constitution Act de 1963. L'"Assemblée législative" du territoire était composée de 64 chefs nommés par le gouvernement et de 45 membres élus. Dirigé par le chef Kaiser Matanzima, le Transkei National Independence Party avait été battu aux élections de 1963, mais n'en avait pas moins assumé le pouvoir avec l'appui des chefs. Émergent une répression brutale, il était parvenu à augmenter sa majorité lors des élections ultérieures 23/. Bien que les personnes originaires du Transkei résidant dans le reste de l'Afrique du Sud jouissent du droit de vote au même titre que les résidents du Transkei, un faible pourcentage seulement d'entre eux ont exercé ce droit.

62. Le chef Matanzima a rejeté avec obstination toutes les demandes des partis de l'opposition qui voulaient qu'un référendum soit organisé sur la question de l'"indépendance".

63. A sa session de 1976, le Parlement des Blancs de Capetown a voté deux lois relatives à l'indépendance du Transkei. Le Transkei Constitution Amendment Act de 1976 a modifié la composition de l'assemblée législative du Transkei, qui compte dorénavant 75 grands chefs et chefs et 75 membres élus. Le Status of the Transkei Act de 1976 dispose que toute personne originaire du Transkei perdra sa qualité de citoyen de l'Afrique du Sud à l'accession du Transkei à l'"indépendance". De ce fait, non seulement 1,7 million d'habitants du Transkei mais aussi 1,3 million de personnes résidant dans le reste de l'Afrique du Sud, dont un grand nombre n'ont jamais vécu au Transkei, ont perdu la nationalité sud-africaine.

64. M. John Dugard, professeur à l'Université de Witwatersrand, a fait observer 24/ que cette loi était en fait une "dénationalisation fondée sur la race", ce qui allait à l'encontre de la Déclaration universelle des droits de l'homme (résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale) et de la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, adoptée par l'Organisation des Nations Unies 25/.

22/ The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, 6 mars 1976;
Financial Mail, Johannesburg, 12 mars 1976.

23/ Aux termes de la Proclamation 400 de 1960, toute personne peut être détenue indéfiniment sans jugement, et aucune réunion ne peut être organisée sans l'autorisation écrite d'un "commissaire bantou".

24/ Financial Mail, Johannesburg, 18 juin 1976.

25/ A/CONF.9/15.

Selon d'autres observateurs, cette loi n'a aucun équivalent si ce n'est le décret nazi qui en 1941 avait dépossédé les Juifs d'Allemagne de leur nationalité 26/.

65. Cette mesure a suscité un profond mécontentement parmi les Africains. En avril 1976, le Rév. Desmond Tutu, doyen anglican de Johannesburg, a déclaré ce qui suit :

"A mon avis - et je pèse soigneusement mes mots - la question de la citoyenneté du Transkei est hautement explosive. Les Noirs sont soumis à des provocations qui vont au-delà de ce que la patience humaine peut supporter 27/."

66. L'Assemblée législative du Transkei a adopté une nouvelle constitution en juillet 1976 et des élections ont été annoncées pour le 29 septembre. Peu de temps après, tous les dirigeants du parti de l'opposition, le Transkei Democratic Party, y compris les représentants de ce parti à l'Assemblée législative, ont été incarcérés et mis ainsi dans l'impossibilité de contester les élections. Sur les 75 sièges élus, le Transkei National Independence Party a remporté 16 sièges sans opposition.

67. De nombreuses sections de la population du Transkei se sont élevées avec véhémence contre l'"indépendance" fictive, et les autorités ont exercé une dure répression. Ainsi, vers le milieu du mois d'août, 500 étudiants ont manifesté à Lady Frere contre l'"indépendance". Les forces de police en ont arrêté 266 qu'elles ont inculpés en vertu du Riotous Assemblies Act et d'autres lois 28/. Le chef Matanzima a averti les manifestants qu'ils seraient soumis à des châtiments corporels. A tous ceux qui étaient opposés à l'"indépendance", il a conseillé de quitter le territoire avant le 26 octobre 29/.

68. Entre-temps, le régime sud-africain a lancé une importante campagne de propagande à l'étranger pour claironner l'"indépendance" du Transkei. M. C. P. Mulder, ministre de l'information, a déclaré à la Chambre d'Assemblée, le 4 mai 1976, qu'un montant de plus d'un million de rands avait été affecté à cette fin.

B. Proposition tendant à faire accéder le Bophuthatswana à l'indépendance

69. Les autorités du bantoustan de Bophuthatswana ont suivi l'exemple des autorités du Transkei, mais les dirigeants des autres bantoustans ont refusé l'"indépendance".

26/ M. Leonard Gering, The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, 12 juin 1976.

27/ Financial Mail, Johannesburg, 21 mai 1976.

28/ Cinquante-sept étudiants ont été ultérieurement condamnés à une peine d'emprisonnement de six mois, 30 à 8 coups de fouet et 178 à 6 coups de fouet. Un étudiant a été acquitté. The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, 28 août 1976.

29/ Weekend World, Johannesburg, 22 août 1976.

70. Le 9 novembre 1975, le Bophuthatswana Democratic Party, le parti au pouvoir, a décidé de demander l'indépendance. Pour justifier cette initiative, le Ministre principal, le chef Lucas Mangope, s'est plaint de ce que son cabinet ne parvenait pas à mener à bien son programme en raison du contrôle exercé par les autorités de Pretoria 30/.

71. Dans une déclaration antérieure, le chef Mangope avait dit qu'il ne saurait être question d'indépendance tant que le bantoustan ne recevrait pas des terres supplémentaires et tant que ses parcelles ne seraient pas remembrées pour former un territoire d'un seul tenant. Son brusque revirement a suscité un étonnement général.

72. Le 19 novembre 1975, l'Assemblée législative du bantoustan, qui se compose de 48 chefs et de 24 membres élus, a approuvé une motion autorisant le cabinet à entamer des négociations avec le régime de Pretoria en vue de l'indépendance. Les deux partis de l'opposition ont quitté la salle de l'Assemblée avant le vote et ont refusé de participer aux négociations relatives à l'"indépendance".

73. Le 25 février 1976, le Premier Ministre, M. B. J. Vorster, et le chef Lucas Mangope ont annoncé la création immédiate de comités mixtes chargés de mettre au point les détails de l'accession à l'"indépendance", et ont déclaré qu'un projet de loi serait présenté au début de 1977 afin de permettre au Bophuthatswana de devenir "indépendant".

74. Le territoire du Bophuthatswana sera constitué par six parcelles appelées à rester séparées même après le remembrement proposé. Sur une population totale de jure de plus de 1,7 million d'habitants, 600 250 personnes seulement (soit 36 p. 100 de la population) vivent dans le bantoustan. Environ 71 p. 100 de la population économiquement active travaille en dehors du bantoustan. Plus d'un tiers des personnes qui résident dans le bantoustan ne sont pas des Tswanas 31/.

C. Métis et Indiens

75. Tout en imposant des bantoustans pour priver la population africaine de ses droits fondamentaux, le régime d'apartheid a essayé de trouver une "solution" différente pour les Métis et les Indiens qui ne peuvent pas être relégués dans des zones séparées. Selon ce plan, les Métis et les Indiens se verraient accorder une autonomie limitée dans le cadre du Coloured Persons Representative Council (CRC) (Conseil représentant les Métis) et du South African Indian Council (SAIC) (Conseil des Indiens sud-africains). Le Premier Ministre Vorster a indiqué en 1975 que le gouvernement créerait un conseil de cabinet mixte - composé de membres du Cabinet du régime de Pretoria et des comités exécutifs du CRC et du SAIC - qui examinerait les questions présentant un intérêt commun pour les groupes de population blanc, métis et indien. Ce conseil aurait des fonctions consultatives et lorsqu'il ne parviendrait pas à un consensus, la décision finale appartiendrait au Premier Ministre.

30/ The World, Johannesburg, 10 novembre 1975.

31/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 13 novembre 1975; Financial Mail, Johannesburg, 14 novembre 1975.

76. Les communautés métisse et indienne se sont vigoureusement opposées à ce plan; elles ont exigé d'être représentées au Parlement, se sont élevées contre l'exclusion de la majorité africaine et ont demandé la convocation d'une convention nationale des représentants de toute la population pour décider du gouvernement futur du pays.

77. Le régime d'apartheid a réussi à gagner à sa cause les dirigeants du SAIC, organe n'ayant aucun caractère représentatif, et qui est désavoué par la communauté indienne 32/, mais il s'est heurté à la résistance du CRC.

78. On se rappellera que le parti travailliste a remporté les élections au CRC en mars 1975 avec un programme fondé sur une ferme opposition à l'apartheid et sur l'octroi de la pleine citoyenneté aux Métis. Il demandait également l'abolition du CRC, mais avait quand même décidé d'y être représenté car cela lui fournissait une base d'opération dans la lutte pour l'égalité. M. Sonny Leon, chef du parti travailliste, a été nommé président du Comité exécutif.

79. En septembre 1975, le CRC a refusé d'adopter le budget pour 1975/76 et a décidé de s'ajourner jusqu'au 19 mars 1976. En présentant la motion d'ajournement, M. Sonny Leon a déclaré que le gouvernement devrait indiquer exactement ce qu'il envisageait pour les Métis.

80. Les discussions entamées entre le Comité exécutif du CRC et le Premier Ministre Vorster le 20 octobre 1975 ont échoué car ce dernier a rejeté les exigences des Métis, qui voulaient bénéficier de l'égalité complète et être représentés au Parlement sur un pied d'égalité.

81. Le 11 novembre 1975, le gouvernement a renvoyé M. Leon pour avoir refusé d'approuver le budget du CRC 33/ et a désigné une de ses fonctionnaires, Mme Alatheia Jansen, comme présidente du Comité exécutif du CRC. Les autres membres du Comité exécutif ont alors démissionné par solidarité avec M. Leon.

82. Le 12 novembre, M. Leon a défié le gouvernement de procéder à des élections anticipées du CRC. Il a déclaré :

"Nul désormais ne peut plus ignorer que dans sa politique à l'égard des Métis, le gouvernement continue à pratiquer un baaskap flagrant 34/."

83. Toutefois, le gouvernement a rejeté la demande de M. Leon et a indiqué qu'il attendrait les résultats du rapport de la Commission d'enquête sur les questions relatives aux groupes de population métis - la Commission Erika Theron - qui avait été constituée en 1974.

32/ Le moitié de ses membres sont nommés. Les autres sont élus par des comités de gestion de communes indiennes "séparées" qui sont boycottés par une grande partie de la communauté.

33/ M. Leon a refusé d'approuver le budget en faisant valoir que celui-ci était discriminatoire à l'égard des Métis. Voter en faveur du budget, a-t-il dit, était voter pour l'apartheid.

34/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 13 novembre 1975. "Baaskap" signifie les rapports de maître à serviteur.

84. Le rapport de la Commission a été soumis à la Chambre le 18 juin 1976. Ce rapport recommandait que l'on accorde aux Métis une représentation directe au Parlement et à tous les autres niveaux du gouvernement. Il recommandait également que l'on désigne un comité d'experts et que l'on modifie le type de gouvernement "à la Westminster" actuellement en vigueur afin de répondre aux exigences qu'implique la pluralité des groupes de population en Afrique du Sud. Il demandait que l'on abroge ou que l'on modifie un certain nombre de lois discriminatoires applicables aux Métis et en particulier la loi relative à l'interdiction des mariages interraciaux et les dispositions raciales de l'Immorality Act (loi contre l'immoralité). D'autres recommandations portaient sur les sujets suivants : intégration culturelle, syndicats mixtes, universités ouvertes, réduction sélective des installations séparées, augmentation des achats de terres, octroi de droits dans le domaine du commerce et des affaires, abolition des emplois réservés et élimination de l'écart entre les salaires, sélection d'après le mérite pour la constitution d'équipes sportives internationales et en ce qui concerne l'admission des Métis dans les clubs sportifs, les théâtres, les salles de spectacle et les écoles privées, décision laissée aux organisations intéressées.

85. Le gouvernement a publié le même jour un "livre blanc" rejetant la principale des recommandations de la Commission, c'est-à-dire celle qui a trait à la représentation des Métis au Parlement. Il a également refusé d'amender l'Immorality Act et d'abroger la loi relative à l'interdiction des mariages interraciaux.

86. A l'ouverture, en septembre, de la session de 1976 du Coloured Persons Representative Council, le Président du Sénat, M. Marais Viljoen, a annoncé que quelques concessions avaient été faites en vue d'éliminer des pratiques et usages caducs, sources de mécontentement pour les Métis. Il a dit en substance :

- 1) Les zones industrielles ne seraient plus soumises à la ségrégation et seraient ouvertes aux entrepreneurs métis et indiens pour qu'ils y établissent des entreprises industrielles.
- 2) Les commerçants métis et indiens auraient plus de liberté pour pratiquer leur commerce en dehors des "group areas" (zones réservées).
- 3) Les Métis ne seraient plus, lors de conférences scientifiques et artistiques, placés à part à table et n'auraient pas à utiliser des installations séparées.
- 4) Le Ministère du travail accorderait des exemptions permettant aux Métis de faire partie des conseils exécutifs de syndicats mixtes, compte dûment tenu de la composition du syndicat en question, de manière à assurer que les groupes minoritaires ne soient pas complètement éliminés 35/.

Ces concessions n'ont eu que peu d'effet sur l'attitude des Métis, car elles n'offrent pas l'égalité des droits politiques et sont destinées à séparer les Métis de la majorité africaine en donnant des apaisements à un petit nombre de négociants et d'intellectuels.

35/ The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, 11 septembre 1976.

87. En septembre 1976, le régime de Pretoria a procédé à la création d'un "Conseil de cabinet mixte" de 15 personnes comprenant des membres du CRC et du SAIC. Comme son Conseil exécutif a démissionné, le CRC était "représenté" par trois membres nommés par le gouvernement et deux membres du parti fédéral minoritaire.

88. Le parti travailliste a refusé de siéger au Conseil en disant qu'il s'agissait d'un "apartheid de parade" et a fait remarquer que les Africains en étaient exclus. M. Sonny Leon, chef du parti travailliste, a dit :

"Si tous les Sud-Africains ne peuvent pas y participer, le Conseil de cabinet sera dépourvu de crédibilité 36/."

D. Réformes dans le cadre de l'apartheid

89. Dans son rapport à l'Assemblée générale lors de sa trentième session 37/, le Comité spécial contre l'apartheid a analysé les prétendues "réformes" qui ont été adoptées par le régime sud-africain, soi-disant pour abolir certaines pratiques discriminatoires "superflues", et il a démontré que la plupart des mesures étaient sans aucune portée, ou qu'elles visaient, en fait, à renforcer l'apartheid.

90. Depuis lors, même le rythme de ces "réformes" s'est ralenti. Elles ont même été interrompues pendant l'agression en Angola, quand le régime de l'apartheid s'est senti appuyé par les pays occidentaux. Comme le Financial Mail de Johannesburg le notait le 23 avril 1976, pas un seul des 87 projets de loi présentés au Parlement jusqu'à présent à cette session ne traduisait le prétendu engagement du gouvernement de renoncer à la discrimination raciale.

91. L'ensemble des réformes s'est pratiquement borné à ouvrir les portes d'un théâtre (le théâtre Nico Malan au Cap) à un public multiracial, à supprimer les écriteaux "réservé aux Blancs" dans quelques lieux publics, à accorder l'autorisation à quelques hôtels, qualifiés "d'internationaux" d'admettre des Noirs dans certaines conditions; et à des améliorations limitées des traitements et des salaires des fonctionnaires noirs.

92. Cette concession concernant les hôtels est révélatrice. En février 1976, le gouvernement a accordé le statut "international" à 20 hôtels et à un restaurant, leur permettant ainsi d'admettre les Noirs. Cependant, il prévoyait plusieurs restrictions :

a) Jamais plus de 15 p. 100 des lits des hôtels ne peuvent être occupés par des Noirs;

b) Les Noirs sud-africains n'ont pas accès aux bars et ne sont pas autorisés à danser; et

c) Seuls les clients bona fide, qui sont résidents de l'hôtel 38/, ont accès aux piscines.

36/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 23 septembre 1976.

37/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément No 22 (A/10022); voir également document S/11849.

38/ House of Assembly Debates (Hansard), 18 février 1976, Questions and Replies, col. 261-63.

93. Par ailleurs, le régime d'apartheid a très clairement fait comprendre qu'il n'envisageait pas d'abolir les "lois fondamentales" régissant l'apartheid. Il continue à refuser les droits syndicaux les plus élémentaires aux travailleurs africains.

94. Le Ministre de la justice a déclaré devant la House of Assembly, le 26 février 1976 :

"Je dis que les droits acquis par les Blancs doivent être garantis, même s'il s'agit de droits discriminatoires 39/."

95. Après le massacre de Soweto et les soulèvements incessants de l'opposition noire contre l'apartheid, beaucoup de Sud-Africains blancs - en particulier la presse afrikaans et les hommes d'affaires afrikaans - ont réclamé des réformes urgentes pour apaiser le mécontentement des Africains. Ils ont demandé en particulier qu'il soit procédé à une étude de la politique gouvernementale concernant les Africains et leur avenir. Ils ont reconnu qu'une politique qui propose la perte de tous les droits en échange d'une citoyenneté dans des "homelands" hypothétiques, est indéfendable.

96. Cependant, le régime raciste et les dirigeants du parti nationaliste n'ont cherché qu'à diviser les Noirs et à les pousser à des luttes intestines. Les prétendues concessions accordées ou prévues par le régime promouvaient toutes cet objectif diabolique. En même temps, le régime a exercé une répression brutale à l'encontre des véritables dirigeants de la population noire.

97. Pour calmer les protestations, le régime a annoncé que l'enseignement dans les écoles pourrait se faire en anglais ou en afrikaans au choix, étant bien entendu qu'il faudrait obtenir l'approbation du Ministre de l'éducation et du développement bantous. De son côté, le West Rand Bantu Administration Board a annoncé un plan prévoyant que toutes les maisons de Soweto auraient l'électricité dans un délai de cinq à sept ans 40/.

98. Au milieu du mois de juillet 1976, le Ministre de la police et de la justice, M. Jimmy Kruger, a annoncé que les Africains de Soweto et des autres townships jouiraient de plus d'autonomie dans la gestion de leurs propres affaires. Toutefois, il voulait simplement dire par là que les postes de police emploieraient plus de personnel noir, que des policiers noirs réservistes plus nombreux seraient recrutés et que les Urban Bantu Councils, considérés avec mépris par les Africains comme des clubs de jeunes oisifs, disposeraient de plus de pouvoirs.

99. Le Ministre de l'administration et du développement bantous a annoncé au mois d'août que les Africains seraient de nouveau autorisés à contracter des baux dans les zones urbaines. Cette concession visait apparemment à se concilier les classes moyennes de la communauté africaine.

100. On peut rappeler qu'il avait été décidé, il y a presque une dizaine d'années dans le cadre du régime d'apartheid, que les Africains n'auraient plus le droit de contracter des baux dans les zones urbaines sud-africaines "blanches". En

39/ Financial Mail, Johannesburg, 23 avril 1976.

40/ A Soweto, 25 000 maisons seulement sur 80 000 ont l'électricité. Les résidents se plaignent constamment du mauvais éclairage dans les rues.

janvier 1975, après les protestations des dirigeants des bantoustans, on a annoncé que les citoyens africains pourraient à nouveau contracter des baux de 30 ans.

101. Cependant, quand les règlements ont été publiés, les Africains se sont aperçus que l'octroi d'un bail était soumis à certaines conditions, à savoir que les intéressés devaient être employés dans les zones urbaines et prouver qu'ils étaient citoyens d'un bantoustan 41/. En d'autres termes, aucun Africain ne pouvait obtenir de bail dans une township où régnait la ségrégation à moins d'accepter l'apartheid.

102. En août 1976, il a été annoncé qu'il ne serait plus nécessaire d'être citoyen d'un bantoustan. Les Africains ayant résidé de façon permanente dans une région urbaine pendant 15 ans ou ayant travaillé pour le même employeur pendant 10 ans pourraient obtenir un bail. Cependant, selon la presse, peu d'Africains pouvaient contracter un bail parce qu'ils étaient trop pauvres et que les entreprises de construction et les compagnies d'assurance hésitaient à accorder des hypothèques aux Africains et à les garantir dans les townships africaines.

103. Ces quelques concessions ont été rejetées avec mépris par les dirigeants noirs, qui ont fait valoir qu'ils luttait pour l'égalité totale et non pas pour quémander quelques faveurs. Le régime d'apartheid, pour sa part, a catégoriquement refusé d'examiner toute proposition en faveur de l'égalité politique.

104. Le Premier Ministre, M. Vorster, a déclaré devant le Free State Nationalist Party Congress, en septembre :

"Je suis prêt à discuter et à satisfaire toutes les réclamations relatives aux Noirs des régions urbaines tant qu'il ne s'agit pas du suffrage universel 42/."

105. En bref, le régime ne consulterait que les Africains, en particulier les chefs de tribus et les membres des institutions de l'apartheid, qu'il choisirait comme porte-parole; il examinerait seulement les réclamations jugées par lui raisonnables et refuserait tout droit politique aux Africains, afin de maintenir pleinement la domination blanche.

41/ House of Assembly Debates (Hansard), 27 janvier 1976, Questions et réponses, col. 3.

42/ Comment and Opinion, Pretoria, 17 septembre 1976.

IV. REPRESSION EXERCÉE CONTRE LES ADVERSAIRES DE L'APARTHEID

106. On se souviendra que le régime sud-africain a déclenché une vague de répression en septembre 1974, lorsque les Noirs d'Afrique du Sud ont organisé des manifestations pour saluer la victoire de la lutte de libération au Mozambique. De nombreuses personnes - en particulier de jeunes dirigeants noirs - ont été détenues pendant de longues périodes dans un effort pour étouffer le "black consciousness movement" (mouvement en faveur de la prise de conscience par les Noirs de leur identité). D'autres arrestations ont suivi l'agression sud-africaine en Angola.

107. Le régime a intenté une série de procès en application des lois odieuses sur la sécurité. Neuf dirigeants de la South African Students Organization et de la Black People's Convention ont été inculpés en vertu du Terrorism Act (loi sur le terrorisme) et d'autres lois. Leur procès n'est pas encore terminé.

108. Certaines des personnes qui ont passé en jugement étaient accusées d'avoir recruté des Noirs pour la guérilla. Plusieurs autres, notamment des intellectuels blancs, étaient accusées d'avoir diffusé des publications de l'African National Congress.

109. Le Christian Institute of Southern Africa a rapporté récemment ce qui suit :

"On estime qu'entre 1974 et la fin avril 1976, au moins 217 personnes ont été détenues pendant différentes périodes en vertu d'une ou l'autre des lois sud-africaines de sécurité et qu'au total elles ont passé 22 566 jours en détention. Seules 81 de ces personnes ont été traduites en justice. Une bonne partie de ceux qui avaient été inculpés ont été acquittés ou ont fait l'objet d'un non-lieu 43/."

110. En mai et juin 1976, le gouvernement a promulgué deux nouvelles lois de sécurité draconiennes, le Parliamentary Internal Security Commission Act (loi sur la Commission parlementaire de sécurité intérieure) et l'Internal Security Amendment Act (loi portant modification de la loi sur la sécurité intérieure).

111. Après le massacre du 16 juin (voir plus haut par. 5), comme on l'a déjà souligné, le régime a procédé à l'arrestation de plusieurs milliers de manifestants qui ont été accusés d'actes de violence sur la voie publique, d'attroupements séditionnels et d'autres délits. Dans bien des cas récents, le régime a inculpé ces personnes en vertu du "Sabotage Act" de 1962, ce qui les rend passibles d'une peine minimum de cinq années d'emprisonnement.

112. Parallèlement, le régime a systématiquement maintenu en détention tous les dirigeants du mouvement de la prise de conscience par les Noirs de leur identité qui regroupe environ 70 organisations. Pour ce faire, il s'est basé sur une loi qui vient d'entrer en vigueur, l'Internal Security Amendment Act (loi portant modification de la loi sur la sécurité intérieure) qui permet de détenir pendant une période illimitée toute personne soupçonnée de mettre en danger la sécurité

43/ Christian Institute of Southern Africa. South Africa - A "Police State"?
20 septembre 1976.

de l'Etat ou d'être un témoin à charge éventuel dans un procès intenté en application des lois de sécurité.

113. Parmi les détenus figurent pratiquement tous les dirigeants de la Black People's Convention, de la South African Students' Organization, du South African Student Movement, du Black Community Programme, du Black Women's Federation, du Black Parents' Association of Soweto et des églises et organisations culturelles noires. Plusieurs journalistes et photographes noirs ont été détenus apparemment pour éviter qu'ils ne fassent des reportages sur le soulèvement des Noirs et la brutalité du régime raciste.

114. Le Christian Institute of Southern Africa a rapporté qu'au 10 septembre 1976, on estimait à 300 le nombre des personnes détenues. En outre, on avait officiellement annoncé que 2 600 personnes avaient été arrêtées lors des manifestations qui ont eu lieu depuis le 16 juin : en réalité, il semble que les arrestations aient été bien plus nombreuses.

A. Nouvelles mesures législatives

1. Parliamentary Internal Security Commission Act (loi sur la Commission parlementaire de sécurité intérieure)

115. Cette loi qui est entrée en vigueur en mai 1976 prévoit l'établissement sur une base permanente d'une Parliamentary Internal Security Commission (PISCOM) (Commission parlementaire de sécurité intérieure) composée de 10 membres du Parlement désignés par le Président de la République et chargée d'enquêter sur les questions intéressant la sécurité intérieure. Le gouvernement peut renvoyer à la Commission des questions concernant des activités ou des organisations suspectes, ainsi que des mesures législatives existantes ou envisagées.

116. Toute personne peut être citée à comparaître par la Commission. Le refus de répondre à des questions ou de produire des documents sur demande constitue un délit dont les auteurs sont passibles d'une peine renouvelable de six mois d'emprisonnement. Il n'y a aucune disposition concernant l'inculpation des suspects ou des organisations soupçonnées ni concernant leur défense; il n'est même pas prévu d'informer les suspects des accusations qui sont portées contre eux. Le Premier Ministre peut "dans l'intérêt public" empêcher la publication d'une partie ou de la totalité d'un rapport de la Commission.

117. La Commission est analogue à la Commission Schlebusch-Le Grange qui a procédé ces dernières années à des "enquêtes" à la suite desquelles des arrêtés d'interdiction et des peines d'emprisonnement ont été prononcés contre un grand nombre d'adversaires de l'apartheid et la National Union of South African Students et le Christian Institute of Southern Africa ont été déclarés "organisations visées par la loi", ce qui les empêche de recevoir des fonds de l'étranger. La loi a été vigoureusement combattue au Parlement par les deux partis de l'opposition qui ont refusé de participer à la commission proposée.

118. La Commission internationale de juristes a qualifié les dispositions de cette loi de "chasse aux sorcières légale".

2. Internal Security Amendment Act (loi portant modification de la loi sur la sécurité intérieure)

119. Le 5 mai 1976, le gouvernement a introduit le Promotion of State Security Bill (projet de loi pour le renforcement de la sécurité de l'Etat) en vue de renforcer les pouvoirs de la police aux termes du Suppression of Communism Act de 1950 (loi sur la suppression du communisme) et d'étendre les dispositions de cette loi.

120. Aux termes de ce projet de loi, qui s'applique à l'Afrique du Sud ainsi qu'à la Namibie :

a) Tout membre des forces de police peut détenir, pendant sept jours sans mandat d'arrêt, toute personne soupçonnée d'activités susceptibles de porter atteinte à la sécurité de l'Etat;

b) Le Ministre de la Justice peut détenir, sans jugement et au secret pendant une année, toute personne soupçonnée d'activités "susceptibles de porter atteinte à la sécurité de l'Etat ou au maintien de l'ordre public". La détention est renouvelable tous les 12 mois. (Aux termes du Suppression of Communism Act, le Ministre de la Justice ne pouvait agir que si une personne "favorisait les visées du communisme".) Une commission d'enquête de trois personnes dirigées par un juge serait chargée de réexaminer secrètement les cas des personnes détenues, mais le Ministre de la Justice n'est pas lié par ses recommandations;

c) Le Procureur général peut ordonner la détention au secret de tout témoin à charge éventuel dans un procès intenté en application des lois de sécurité, la période de détention étant renouvelable tous les six mois;

d) Le Ministre de la justice peut interdire toute publication que l'on estime contenir des informations susceptibles de porter atteinte à la sécurité de l'Etat ou à l'ordre public;

e) Des organisations peuvent être interdites et des restrictions apportées aux libertés individuelles en vertu du Suppression of Communism Act même si les intéressés ne sont pas communistes. (Ceci était déjà le cas auparavant en pratique, mais le projet de loi vise à officialiser et à étendre ces interdictions et restrictions.)

f) Le titre du Suppression of Communism Act serait modifié et la loi serait désormais intitulée "State Security Act" (loi sur la sécurité de l'Etat).

121. Le projet de loi a été largement condamné en Afrique du Sud par l'United Party et le Progressive Reform Party, le Johannesburg Bar Council, le Cape Bar Council, le Free State Division of the Society of Advocates, le Port Elizabeth Anglican Synod et le Black Sash. On l'a considéré comme une extension de la Parliamentary Internal Security Commission Act destiné à emprisonner les personnes dénoncées par la Parliamentary Internal Security Commission lors de ses "chasses aux sorcières du type McCarthy".

122. Le 14 mai 1976, lorsque le projet de loi est passé en troisième lecture à l'Assemblée, le Ministre de la justice a dévoilé ses objectifs. Il a prétendu

que de jeunes "activistes du pouvoir noir" étaient en train de "polariser" l'Afrique du Sud avec l'appui du Christian Institute of Southern Africa, et que d'autres personnes organisaient des syndicats noirs afin d'utiliser les grèves pour déclencher la révolution. Il les a mis en garde de ne pas aller jusqu'au point où ils forceraient le régime à agir contre eux.

123. Le 25 mai, le titre du projet de loi a été modifié au Sénat et il est devenu le "Internal Security Amendment Bill", l'opposition ayant commencé à le surnommer le "projet de loi SS" 44/.

B. Procès contre des adversaires de l'apartheid

124. Pendant la période considérée, de nombreux procès politiques ont été intentés en application de la législation répressive. Un grand nombre de prévenus, ainsi que de témoins à charge, ont été gardés au secret durant de longues périodes précédant les procès. La presse et le public n'étaient pas au courant de la détention de la plupart d'entre eux jusqu'au moment où ils ont comparu devant les tribunaux. Certains ont déclaré avoir fait l'objet d'actes de violence et de torture en prison.

125. Plusieurs prévenus ont déclaré au cours du procès qu'ils avaient participé à des activités dirigées contre le régime d'apartheid en raison de leurs convictions. Un certain nombre de témoins qui ont refusé, en dépit des menaces, d'être témoins à charge, ont été condamnés à des peines très sévères. Des Noirs ont assisté à plusieurs procès politiques et ont manifesté leur admiration pour les dirigeants inculpés, malgré les mesures d'intimidation prises par la police de sécurité.

126. Certains des principaux procès politiques durant cette période sont brièvement passés en revue ci-après 45/.

1. Procès contre le Black Consciousness (mouvement en faveur de la prise de conscience par les Noirs de leur identité) intenté aux dirigeants de la South African Students Organization et de la Black People's Convention

127. Le procès politique retentissant de neuf dirigeants de la Black People's Convention (BPC) et de la South African Students Organization (SASO), à la Cour suprême de Pretoria, a duré plus d'un an. Comme le Christian Institute of Southern Africa l'a fait remarquer :

44/ Le sénateur R. R. Bamford du Progressive Reform Party a dit au Sénat le 25 mai que le projet de loi était presque identique à l'ordonnance "Nuit et brouillard" promulguée par le général nazi Keitel en 1942, en vertu de laquelle des dizaines de milliers d'Européens de l'ouest avaient été transférés en Europe orientale.

45/ La plupart des renseignements contenus dans la présente section sont fondés sur deux publications du Christian Institute of Southern Africa, à savoir Detention and Detente in Southern Africa (30 avril 1976) et South Africa - A Police State? (20 septembre 1976).

"Ce procès est devenu le 'procès du mouvement en faveur de la prise de conscience par les Noirs de leur identité' plutôt qu' celui des neuf prévenus, et il revêt un aspect particulièrement nouveau. L'acte d'accusation de 82 pages ne contient pas d'allégation d'actes matériels de terrorisme ou de recrutement mais des accusations concernant des écrits qui auraient été rédigés ou distribués par les neuf prévenus. Les accusations concernent seulement les rassemblements de 'Viva FRELIMO' en septembre 1974, les documents et discours de la SASO et de la BPC et la notion et le principe même de la doctrine du mouvement en faveur de la prise de conscience par les Noirs de leur identité 46/."

128. Comme le juge Boshoff l'a fait observer, en vertu du Terrorism Act (loi sur le terrorisme), la défense est tenue de prouver que les actes des prévenus, à savoir leurs écrits, leurs discours et leur doctrine, n'étaient pas de nature à :

- a) Gêner la gestion des affaires de l'Etat;
- b) Promouvoir un effondrement général, des troubles ou des désordres;
- c) Causer des dommages financiers importants à des individus ou à l'Etat;
- d) Engendrer de nouveaux sentiments d'hostilité entre les Blancs et les autres habitants de la République;
- e) Empêcher ou dissuader toute personne de contribuer au maintien de l'ordre public.

Si cela n'est pas prouvé, les prévenus seront présumés coupables et passibles d'une peine pouvant aller de cinq ans de prison au minimum à la peine de mort.

129. Les prévenus avaient été appréhendés lors des arrestations effectuées sur tout le territoire national peu de temps après les rassemblements célébrant le dixième anniversaire du FRELIMO le 25 septembre 1974. Douze hommes ont été inculpés en vertu du Terrorism Act le 31 janvier 1975. Dix jours plus tard, M. Sivalingham Moodley a également été inculpé en vertu de cette même loi. Le 23 juin 1975, le juge a décidé de rendre un non-lieu du fait que le chef d'accusation porté contre les prévenus était trop vague, et le Procureur a retiré toutes les inculpations. Peu de temps après, il a porté de nouvelles inculpations contre neuf hommes, et des inculpations séparées contre M. Rubin Hare et M. Sadecque Variava 47/. Le procès des neuf hommes a commencé le 4 août 1975. Plusieurs des prévenus et des témoins à charge ont déclaré avoir fait l'objet de violences durant leur détention.

130. Après la clôture du réquisitoire, le juge Boshoff a rejeté sept des 13 chefs d'accusation portés contre les prévenus.

46/ Christian Institute of Southern Africa. South Africa - A Police State? (20 septembre 1976).

47/ Les inculpations portées contre M. Hare ont été par la suite retirées. Le procès de M. Variava a été renvoyé à novembre 1976.

131. La défense a commencé sa plaidoirie le 29 mai 1976, les prévenus et un certain nombre de témoins ont alors expliqué les principes et les objectifs du mouvement en faveur de la prise de conscience par les Noirs de leur identité et ils ont réfuté les allégations du Procureur selon lesquelles ils organisaient une résistance violente.

132. La défense a terminé sa plaidoirie en août 1976 et le procès a été renvoyé à octobre pour le plaidoyer final. Le Christian Institute of Southern Africa a fait observer ce qui suit :

"Ce qui caractérise ce procès, c'est le rôle prédominant que la notion de 'prise de conscience par les Noirs de leur identité' a joué lors des inculpations prononcées en vertu du Terrorism Act. Le rassemblement du 'Viva FRELIMO' a marqué une première étape importante dans la prise de conscience politique des Noirs en Afrique du Sud, c'est aussi après ce rassemblement qu'un nombre croissant de dirigeants du mouvement en faveur de la prise de conscience par les Noirs de leur identité ont été arrêtés et que plusieurs procès politiques ont été intentés, procès politiques qui n'avaient pas atteint une telle ampleur depuis les procès pour sabotage et communisme il y a dix ans. Chaque procès a reçu le ferme appui et le soutien de la communauté noire et les arrestations ont suscité des sentiments d'hostilité et de réprobation générales 48/."

2. Procès contre des membres de la National Youth Organization (NAYO) à Johannesburg

133. Le 11 novembre 1975, six hommes et une femme - MM. Joseph M. Molojeng, Bheki W. J. Janga, Amos N. Mosondo, Benjamin S. Mfenyana, Andrew K. Molotsane et Patrick Maisela et Mlle Pumza Dyantyi - ont été inculpés en vertu du Terrorism Act et ont comparu à Johannesburg. Le 26 janvier 1976, les accusations portées contre M. Maisela ont été retirées et il a alors fait l'objet d'un chef d'accusation séparé en application du Suppression of Communism Act (loi sur la répression du communisme).

134. Les prévenus ont été accusés d'avoir conspiré en vue de constituer des cellules clandestines avec l'intention :

- a) De recueillir des renseignements sur les installations stratégiques et de les transmettre à des complices aux fins de sabotage;
- b) D'organiser une rébellion contre le gouvernement;
- c) D'étudier l'économie et l'utilisation de la main-d'oeuvre noire afin de paralyser la vie économique du pays;
- d) De provoquer éventuellement la chute du gouvernement;
- e) D'étudier des ouvrages communistes révolutionnaires et d'en faire le commerce clandestin aux fins de diffusion;

48/ Christian Institute of Southern Africa, "South Africa - A Police State?" (20 septembre 1976).

f) D'encourager certaines personnes à recevoir une formation militaire ou subversive.

135. Le 18 mars 1976, le deuxième jour du procès, les spectateurs ont rempli la salle d'audience. Après que le tribunal eut levé la séance, 700 personnes environ se sont rassemblées dans la rue derrière le tribunal et ont manifesté les poings brandis en chantant des chants de la liberté et en criant Amandla Ngawethu (Le pouvoir au peuple). Des policiers accompagnés de chiens et munis de bâtons ont attaqué les manifestants et les ont dispersés. Quatre personnes au moins ont été arrêtées. Les manifestants se sont alors dirigés vers la gare du chemin de fer de Johannesburg où ils ont été rejoints par des ouvriers qui rentraient chez eux après le travail; les manifestants étaient alors au nombre de 2 000. L'African National Congress (organisation frappée d'interdiction) a distribué des tracts à la foule qui a été dispersée par la police après quatre heures d'affrontements. Un certain nombre de personnes, y compris deux policiers au moins, ont été blessées et plusieurs ont été arrêtées.

136. En même temps, une bombe à retardement de fabrication artisanale a explosé en face des bureaux d'un journal, le Rand Daily Mail, dispersant des centaines de tracts de l'African National Congress. Selon des informations reçues de l'Agence France-Presse, ces tracts demandaient au peuple sud-africain de s'opposer à la politique de Vorster, dont le but est de diviser et de régner, de rejeter pour cela toutes les institutions de l'apartheid et de mobiliser leurs forces pour renverser le régime d'apartheid par la lutte armée. Plusieurs personnes ont réussi à ramasser des exemplaires de ces tracts avant que la police n'arrive pour les confisquer.

137. Le procès a alors été transféré à Pretoria afin d'éviter les manifestations publiques. Au cours du procès, cinq témoins ont refusé de déposer devant le tribunal et d'autres témoins à charge ont fait preuve d'une grande réticence. Certains d'entre eux ont alors été arrêtés. L'un de ces témoins était M. Jairus Kgokong, qui a présenté un document écrit par un agent de la police de sécurité, le capitaine Cronwright, qui lui avait donné des instructions pour sa déposition. Il a déclaré qu'il n'avait déposé qu'après avoir été brutalisé et menacé par le capitaine Cronwright 49/.

138. Le 4 mai, Mlle P. Dyantyi, M. B. Langa et M. B. Mfenyana (Molenjane) ont été acquittés. Toutefois, Mlle Dyantyi a immédiatement été arrêtée de nouveau "pour subir un interrogatoire relatif à une autre affaire".

139. Le juge a déclaré que la principale et première accusation portée contre les quatre autres prévenus n'avait pas été prouvée et que leur défense ne porterait que sur la deuxième accusation portée en vertu de la Suppression of Communism Act.

49/ M. Jairus Kgokong a été immédiatement arrêté le 24 mars. Il a comparu le 30 mars après avoir été inculpé pour faux témoignage en vertu du Official Secrets Act. M. Kgokong a été mis en liberté provisoire, mais il a été arrêté de nouveau le 13 juillet. Pendant sa détention, il a comparu devant le tribunal et l'affaire a été rayée du rôle.

140. Au cours de l'audition des témoins de la défense, M. Molokeng a déclaré que la police de sécurité l'avait interrogé pendant 30 heures sans interruption immédiatement après son arrestation. M. Mosondo a déclaré que la police avait déchiré les déclarations qu'il avait faites après son arrestation, sous prétexte qu'elles n'étaient pas satisfaisantes. M. Mosondo a dit ensuite qu'il avait été jeté à terre par un policier africain, qui lui pressait la nuque de sa botte. Il avait été menacé d'être roué de coups s'il ne disait pas "la vérité". Ultérieurement, il a fait une déposition où il a écrit un certain nombre de choses sur les instructions du sergent Smith. M. Molotsane a déclaré qu'il avait subi un très long interrogatoire et qu'il avait fait l'objet d'actes de violence.

141. Le juge Irving Steyn a reconnu M. D. Nhlapo et M. A. Mosondo coupables et les a condamnés à la peine minimum obligatoire de cinq ans de prison, refusant d'accorder l'autorisation d'interjeter appel. M. Molotsane et M. Molokeng ont été déclarés non coupables et ont été acquittés.

142. Lorsqu'il a rendu le jugement, le juge a déclaré :

"J'ai constaté que le système d'enquête utilisé dans cette affaire était très suspect et j'ai gardé ceci présent à l'esprit tout au long de l'affaire. Aux termes de la loi j'ai eu les mains liées par la législation qui a jugé bon de fixer une peine minimale de cinq ans. De toutes les personnes que Mosondo et Nhlapo auraient encouragées à recevoir une formation militaire, deux seulement ont, à ma connaissance, reçu un tel encouragement. Ce n'était pas un recrutement général."

143. Ainsi qu'il a été indiqué précédemment, M. Patrick Maisela était l'un des premiers prévenus dans le procès susmentionné et les accusations portées contre lui ont été retirées le 26 janvier 1976. Un chef d'accusation séparé en vertu du Suppression of Communism Act, alléguant qu'il encourageait les objectifs du communisme et/ou de l'African National Congress, a été porté contre lui. L'affaire a été renvoyée à maintes reprises, et finalement, le 24 août 1976, toutes les accusations portées contre M. Maisela ont été retirées, faute de témoins.

3. Procès de membres du South African Student Movement à Grahamstown

144. Entre octobre 1975 et février 1976, un certain nombre d'étudiants du Healdtown Institute, tous membres du South African Student Movement, ont été arrêtés par la police de sécurité en vertu du Terrorism Act.

145. Le 3 juin 1976, cinq d'entre eux -- MM. Totmela Ndukwana, 19 ans, Vuyo Jack, 20 ans, Goodwin Mda, 19 ans, Phumelele Sizani, 22 ans, et Ngcola Hempe, 19 ans - ont été officiellement inculpés, en vertu du Terrorism Act, d'avoir pris part à des "activités terroristes" et d'avoir eu l'intention de quitter l'Afrique du Sud pour recevoir une formation militaire. Leur avocat, M. Masters Tembeni, a été arrêté à la mi-août. Le tribunal a alors désigné un autre cabinet d'avocats de Grahamstown pour assurer la défense des accusés.

146. Un des témoins de l'accusation, M. Baleni, a déclaré au cours du contre-interrogatoire qu'il avait essayé de se couper les veines du poignet et du bras

avec une lame de rasoir et qu'il avait été malade en février et en mai alors qu'il se trouvait à la prison de Fort Galmorgan à East London. Il avait à de multiples reprises demandé des tranquillisants et ses gardiens lui avaient donné quelques comprimés. La nuit, il avait souvent cogné sur la porte de sa cellule en hurlant : "Mon Dieu, aidez-moi - je ne veux pas être un témoin de l'accusation".

147. M. Baleni est ensuite tombé malade et a été examiné par le directeur médical du Fort England Mental Hospital qui a déclaré qu'il était atteint de psychose, qu'il avait déchiré ses vêtements et avait besoin de suivre un traitement psychiatrique. M. Baleni a été admis à l'hôpital.

148. M. Tembani Pantsi, qui était détenu depuis la mi-octobre 1975, a refusé de comparaître en tant que témoin de l'accusation, déclarant :

"Je refuse de témoigner contre ces hommes. Dieu a dit 'Bénis soient ceux qui ont soif de justice', et ces hommes ont précisément soif de justice."

149. Le juge suppléant Steward l'a condamné à un mois de prison et à 10 jours de prison supplémentaires pour outrage à magistrat après que M. Pantsi ait fait le salut du "pouvoir noir" à l'audience.

150. Un autre témoin, M. Don Cupe, a lui aussi refusé de témoigner et a dit : "Je ne sais pas pourquoi ils (les accusés) ont été inculpés et pas moi. Je ne veux pas témoigner contre eux. Je souhaite être inculpé". Il a lui aussi été condamné à un mois de prison. Le juge a fait remise de la peine le lendemain, quand M. Cupe a décidé de témoigner après avoir été "enfermé dans une cellule froide".

151. Le 29 juin, la mère de l'un des accusés a été appelée à témoigner contre son fils. Mme Mayra Jack a dit au juge :

"Monsieur le juge, je suis tourmentée et je suis venue au tribunal avec un coeur douloureux parce que mon fils a été arrêté et que je dois témoigner. Si cela ne dépendait que de moi, je ne témoignerais pas, mais si je suis obligée de le faire, je n'aurai pas le choix."

152. La défense a déclaré accepter les preuves présentées par l'accusation de façon à éviter à Mme Jack l'horrible épreuve que constituerait le fait de déposer contre son fils.

153. Lorsque M. Collins Ndukwana, père de Totmela, a été appelé à témoigner, la même procédure a été appliquée.

154. Le 22 septembre, tous les cinq accusés ont été jugés coupables de s'être incités les uns les autres et d'avoir incité d'autres personnes à quitter le pays pour recevoir une formation militaire et ont été condamnés à cinq ans de prison. M. Ndukwana et M. Jack ont été condamnés à cinq ans de prison supplémentaires pour s'être rendus à Durban avec l'intention de quitter le pays 50/.

50/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 23 septembre 1976.

4. Procès de membres de l'African National Congress à Pietermaritzburg

155. Entre décembre 1975 et mars 1976, la police de sécurité a arrêté une cinquantaine de personnes à Natal, en vertu du Terrorism Act, apparemment parce qu'elles étaient soupçonnées de faire partie de l'organisation clandestine de l'African National Congress.

156. Dix des détenus ont été inculpés le 14 mai 1976 par la Cour suprême de Pietermaritzburg, en vertu du Terrorism Act et du Suppression of Communism Act. Il s'agissait de MM. Themba H. Gwala, 55 ans, William F. Khanyile, 40 ans, Anton N. Xaba, 42 ans, John V. Nne, 32 ans, Vusimi T. Magubane, 32 ans, Matthews N. Meyiwa, 51 ans, Azaria Ndebel, 40 ans, Zakhele E. Mdalose, 51 ans, Joseph N. Nduli, 35 ans, et Cleopas Ndhlovu, 42 ans.

157. Ils étaient accusés d'appartenir à l'African National Congress; de communiquer avec des membres de cette organisation au Souaziland; de distribuer de la littérature "subversive"; d'organiser des itinéraires par lesquels des personnes recrutées pour une formation politique ou militaire pourraient se rendre au Souaziland; enfin, d'encourager d'autres personnes à suivre une telle formation hors du territoire de la République afin d'y revenir par la suite et d'aider à renverser le "gouvernement de la République" par la force et la violence.

158. Le 2 juillet, MM. Nduli et Ndhlovu ont déclaré dans une requête à la Cour suprême qu'ils avaient été enlevés le 25 mars au Souaziland, où ils avaient obtenu le droit d'asile, et qu'ils avaient été torturés par la police de sécurité sud-africaine. M. Nduli a dit qu'il avait été soumis à un régime continu d'interrogatoires, de tortures et de "troisième degré" et qu'on l'avait obligé à rester debout, les yeux bandés, pendant cinq jours et cinq nuits. Il avait été frappé aux épaules; suspendu à des poutres par une corde enroulée autour du cou et, pendant qu'il était dans cette position, on l'avait soumis à des électrochocs.

159. La défense a présenté des certificats établis par un chirurgien de Pietermaritzburg, M. René Denyssen le Roux, attestant qu'il avait constaté un certain nombre de cicatrices en divers endroits du corps des requérants. M. Nduli avait des cicatrices sur le front, l'arrière de la tête, le côté gauche du cou, l'annulaire, six cicatrices sur l'avant-bras gauche, deux cicatrices indistinctes sur l'avant-bras droit, onze sur la jambe droite et neuf sur la jambe gauche.

160. Le 9 juillet, le juge van Heerden a refusé la demande de relaxe. Il a dit qu'il était arrivé à la conclusion que la Cour suprême était habilitée à juger les accusés "même s'ils avaient été arrêtés au Souaziland". Il a ajouté qu'à son avis les requérants n'avaient pas réussi à prouver qu'ils avaient été kidnappés 51/.

161. Le procès a commencé le 12 juillet. Il n'est pas encore terminé.

51/ M. Hilgard Muller, ministre des affaires étrangères, a confirmé que le Gouvernement du Souaziland avait contacté le Gouvernement sud-africain pour exiger le retour des deux hommes au Souaziland.

5. Procès de M. Petrus Tshabalala

162. Un Africain de Johannesburg, M. Petrus Tshabalala, 25 ans, a été jugé par la Cour suprême du Rand en mars 1976 en vertu du Terrorism Act et du Suppression of Communism Act. Il était accusé d'avoir incité deux amis - M. Lungisani Madiya et M. Peter Mahlangu - à quitter le pays pour recevoir une formation militaire en Zambie en vue de renverser le gouvernement. Les trois hommes avaient été arrêtés près de la frontière du Botswana en novembre 1975. MM. Madiya et Mahlangu ont comparu comme témoins de l'accusation lors du procès.

163. L'avocat de la défense a fait valoir qu'il n'y avait aucune preuve que M. Tshabalala avait incité ses deux amis à recevoir une formation militaire. Ils avaient simplement décidé de quitter le pays, après avoir entendu une émission de Radio-Zambia.

164. L'avocat a aussi déclaré que les trois hommes avaient été conduits à Mafeking après leur arrestation, puis à Johannesburg le 12 décembre en vue d'un complément d'enquête. Ils avaient été brutalisés par la police de sécurité à Mafeking et M. Tshabalala avait passé 12 jours à l'hôpital.

165. Le juge Irving Steyn s'est rangé à l'avis de l'avocat de la défense selon lequel les preuves contre M. Tshabalala étaient insuffisantes, et l'a acquitté. M. Tshabalala a ensuite chargé son avocat de poursuivre le Ministre de la justice en dommages et intérêts pour les sévices qu'il avait subis pendant qu'il était en prison.

6. Procès de M. Bernard Trevor Bloem

166. M. Bloem a été arrêté le 6 février 1975 et inculpé en vertu du Terrorism Act, du Suppression of Communism Act et d'autres lois répressives. Le Ministère public l'accusait d'avoir conspiré avec d'autres personnes en vue de contacter des organisations illégales et de recevoir une formation militaire à l'étranger.

167. Plus d'un an après son arrestation, le 27 février 1976, la Cour suprême du Rand l'a acquitté pour ce qui était des chefs d'accusation découlant du Terrorism Act. Il a reconnu avoir eu en sa possession un exemplaire de Sechaba (l'organe de l'African National Congress) et s'être échappé des locaux de la police. (Son avocat a dit qu'il avait subi un interrogatoire brutal au poste de police le 6 février 1975 et qu'il s'était sauvé. Il n'avait pas opposé de résistance lors de sa deuxième arrestation.) Sous ces chefs d'accusation, il a été condamné à une amende de 500 rands et à six mois d'emprisonnement avec sursis de trois ans 52/.

168. Au cours de ce procès, le 16 février 1976, M. Raymond Anthony Burgers, 25 ans, et M. Patrick McGluwa, 23 ans, ont refusé de témoigner pour l'accusation, après avoir passé une année entière au secret. M. McGluwa a déclaré :

52/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 28 février 1976.

"J'ai été soumis à des brutalités pendant ma détention... C'est par fidélité à mes principes que je refuse de témoigner. J'ai des opinions politiques et je crois en la prise de conscience noire. Nous autres Noirs, nous sommes toujours liés aux Blancs. Cette situation durera si je témoigne devant le tribunal contre mon frère noir."

169. M. Burgers et M. McGluwa ont été condamnés à 10 jours de prison pour avoir refusé de témoigner. Après avoir refusé une deuxième fois, le 20 février, ils ont tous deux été condamnés à une nouvelle peine de 12 mois d'emprisonnement.

7. Procès de M. Eric Molobi

170. M. Eric Molobi, 28 ans, de Johannesburg, a été arrêté le 20 février 1975 et inculpé par la Cour suprême du Rand le 3 novembre 1975, en vertu du Terrorism Act, du Suppression of Communism Act et d'autres lois répressives. Il était accusé d'avoir incité au sabotage et d'avoir distribué des brochures subversives.

171. Dans la déposition qu'il a faite les 17 et 19 novembre, M. Molobi a déclaré qu'il était partisan de la non-violence. Il a reconnu avoir établi et distribué une brochure intitulée "Freedom Now" dans laquelle la politique des bantoustans et les sports dits "multinationaux" étaient critiqués. Il s'était également soucié de favoriser les activités des syndicats noirs et avait discuté de cette question avec un représentant de l'African National Congress, au Botswana, en avril 1974.

172. M. Molobi a été déclaré coupable en ce qui concerne deux chefs d'accusation, et condamné pour chacun à cinq ans de prison le 24 novembre 1975, avec confusion des deux peines.

173. Au cours de ce procès, M. Frank Molobi, 28 ans, enseignant et cousin de l'accusé, a été appelé à déposer en tant que témoin de l'accusation le 17 novembre, mais a refusé de témoigner. Il a déclaré qu'il ne déposerait pas contre un homme dont il partageait les opinions politiques et en faveur d'un Etat qui s'était montré indifférent au sort du peuple noir opprimé. Le tribunal l'a condamné à quatre mois de prison. Il a été libéré sous caution en attendant qu'une procédure d'appel soit engagée.

174. En décembre 1975, il a été de nouveau inculpé d'obstruction à la justice pour s'être efforcé d'inciter des témoins de l'accusation à produire de faux témoignages. Un mandat d'arrêt a été lancé contre lui le 11 décembre lorsqu'il ne s'est pas présenté devant le tribunal. On suppose qu'il a quitté l'Afrique du Sud.

175. M. Vincent Selanto a déposé en tant que témoin de l'accusation au cours du procès de M. Eric Molobi, mais sa déposition était en contradiction avec la déclaration sous serment qu'il avait faite alors qu'il était détenu. Il a soutenu qu'il avait fait l'objet de voies de fait pendant sa détention et que cette déclaration avait été obtenue par la violence. Il a alors été incarcéré à nouveau et on l'a accusé par la suite de faux serment. Le procès s'est ouvert le 10 février 1976.

176. M. Selanto a déclaré dans la déposition qu'il a faite le 24 juin qu'il avait été gifflé et battu et qu'on lui avait tordu le bras après son arrestation, le 15 mars 1975. Il avait été emmené aux toilettes lorsqu'il avait refusé de faire une déclaration "satisfaisante". "Ils m'ont plongé la tête dans la cuvette jusqu'à ce que je perde pratiquement conscience. J'ai alors décidé de reconnaître ce qu'ils voulaient me faire dire afin qu'ils cessent de me torturer". Il avait tenté de se suicider alors qu'il était en détention. Il avait été gardé en régime cellulaire pendant neuf mois. Sa santé s'était détériorée. Il avait souffert de vertiges et vomit du sang.

177. M. Selanto a été acquitté le 9 juillet en raison des témoignages contradictoires que deux agents de la police de sécurité ont produits au sujet de son interrogatoire.

8. Procès de MM. Hamilton, Weimers et Ramrock

178. Trois jeunes gens de la commune métisse de Noorgesicht - M. Weizman Hamilton, 21 ans, Christopher Weimers, 21 ans, et Johnny Herbert Ramrock, 24 ans - ont été arrêtés en février 1975 et inculpés plusieurs mois plus tard en vertu du Terrorism Act et du Suppression of Communism Act. Ils ont été libérés sous caution après 200 jours de régime cellulaire. Les chefs d'accusation formulés à leur encontre ont été retirés à la mi-mars 1976, mais ils ont immédiatement été réincarcérés en vertu du Terrorism Act. Ils ont à nouveau été libérés après deux mois de prison. Des arrêtés d'interdiction et d'assignation à domicile ont été pris contre M. Hamilton et M. Ramrock dès leur élargissement.

9. Procès de M. Breytenbach

179. M. Breyten Breytenbach, poète afrikaans en vue, qui avait vécu en exil à Paris a été arrêté le 19 août 1975, quelques jours après être arrivé en Afrique du Sud avec un faux passeport.

180. Le 7 novembre, il a été inculpé en vertu du Terrorism Act et du Suppression of Communism Act; il était accusé d'avoir mis sur pied une organisation illégale connue sous le nom de "Okhela" ou "Atlas", afin de soutenir l'African National Congress. L'organisation avait pour objet d'assurer la "transformation révolutionnaire de la société sud-africaine, sous la direction du mouvement de libération noir" par divers moyens, y compris la lutte armée et l'activité clandestine.

181. Au début du procès engagé le 20 novembre devant la Cour suprême de Pretoria, M. Breytenbach a plaidé coupable, avec certaines réserves que le Procureur a acceptées.

182. M. Breytenbach a été condamné le 26 novembre à neuf ans de prison, bien que le Procureur eût appuyé la demande formulée par la défense tendant à ce que la peine minimale de cinq ans de prison prévue par le Terrorism Act soit appliquée. M. Breytenbach a demandé l'autorisation de faire appel de la décision; sa demande a été rejetée par la juridiction d'appel de Bloemfontein en mars 1976.

10. Procès de M. Raymond Suttner

183. M. Raymond Sorrell Suttner, 30 ans, professeur de droit à l'Université du Natal, a été condamné le 13 novembre 1975 à sept ans et demi de prison en vertu du Suppression of Communism Act. Il s'était reconnu coupable d'avoir apporté son concours au parti communiste sud-africain et à l'African National Congress. Il était accusé d'avoir constitué une cellule clandestine afin de diffuser des tracts.

184. Dans une déclaration qu'il a faite à l'audience lors de sa condamnation, M. Suttner a réaffirmé ses convictions et salué le public des tribunes en brandissant le poing fermé du pouvoir noir. L'assistance lui a rendu son salut et a entonné l'hymne national africain, "Nkosi Sikeleli i Afrika" (Que Dieu protège l'Afrique).

11. Procès de M. et Mme Rabkin et de M. Cronin

185. M. David Rabkin, journaliste, Mme Susan Rabkin, son épouse, et M. Jeremy Cronin, chargé de cours à l'Université de Cape Town, ont été arrêtés le 28 juillet 1976. Ils ont été inculpés le 7 septembre en vertu du Terrorism Act et de l'Internal Security Act. Ils étaient accusés d'avoir conspiré avec des membres de l'African National Congress et du parti communiste sud-africain depuis 1973 et d'avoir apporté leur concours à ces organisations. Ils étaient également accusés d'avoir établi et distribué un certain nombre de brochures. M. Rabkin et M. Cronin ont plaidé coupable en ce qui concerne les deux chefs d'accusation et Mme Rabkin en ce qui concerne le deuxième.

186. M. Rabkin et M. Cronin ont donné lecture au tribunal de déclarations aux termes desquelles leurs agissements avaient eu pour mobile un désir patriotique de paix et d'union en Afrique du Sud. Le 29 septembre, M. Rabkin a été condamné à 10 ans de prison et M. Cronin à sept ans. Ils ont salué le public des tribunes en brandissant le poing fermé du pouvoir noir après avoir entendu leur condamnation.

187. Mme Rabkin a été condamnée à une peine de 12 mois de prison, dont 11 avec sursis à condition qu'elle quitte le pays.

12. Procès des dirigeants de la National Union of South African Students

188. En décembre 1975, cinq jeunes gens qui avaient des liens avec la National Union of South African Students (NUSAS) ont été inculpés en vertu du Suppression of Communism Act et du Unlawful Organizations Act. Après avoir été retardé à plusieurs reprises, le procès s'est ouvert en avril 1976. Les noms des inculpés figurent ci-après : M. Cedric de Beer, 23 ans, dirigeant de la NUSAS responsable des séminaires, M. Glenn Moss, 23 ans, ancien président du Conseil des représentants des étudiants de l'Université de Witwatersrand, M. Charles David Nupen, 25 ans, ancien président de la NUSAS, M. Karel Simon Tip, président de la NUSAS jusqu'en novembre 1975, M. Edward Charles Webster, 33 ans, chargé de cours de sociologie à l'Université du Natal et ancien membre de l'exécutif de la NUSAS.

189. Ils étaient accusés de délits commis entre octobre 1973 et août 1974, et notamment de s'être associés avec le parti communiste sud-africain et l'African National Congress et d'avoir conspiré en faveur de leurs politiques. Le chef d'accusation principal avait trait au lancement d'une campagne pour la libération de prisonniers politiques. D'autres délits portaient sur les activités suivantes : publication de la "Freedom Charter" adoptée par l'African National Congress et des organisations associées en 1955 et organisation de réunions ayant pour but d'entendre des dirigeants noirs et de défilés de protestation. Il a été allégué qu'ils avaient examiné les possibilités indiquées ci-dessous à l'occasion d'un séminaire tenu en décembre 1973 : action étudiante pour une société égalitaire; mesures visant à réorienter le système d'enseignement existant; transformation de la structure de l'université et appui à apporter au mouvement syndicaliste noir et au "Black Consciousness Movement" en vue de provoquer des changements.

190. On a fait observer dans le Rand Daily Mail du 12 mars que le procès frappe "à la racine les activités visant à entraîner des réformes dans ce pays". Le procès est en cours.

C. Mauvais traitements et tortures des prisonniers

191. Pour tenter d'écraser la résistance sans cesse grandissante, la police sud-africaine de sécurité multiplie les mauvais traitements et les tortures à l'encontre des prisonniers.

192. De nombreuses personnes, lors de leur comparution devant les tribunaux en tant que prévenus ou témoins dans divers procès politiques, ont déposé contre la police de sécurité (comme cela est indiqué plus haut dans la section B), mais les tribunaux n'ont lancé aucune poursuite.

193. En outre, trois personnes au moins sont mortes en détention pendant l'année écoulée.

194. M. Mosobiya Joseph Mdluli, 51 ans, membre de l'African National Congress, a été arrêté à Durban le 18 mars 1976 et emprisonné en vertu du Terrorism Act. On l'a trouvé mort dans sa cellule le jour suivant, le 19 mars.

195. La veuve de M. Mdluli a déclaré à la presse qu'il était en parfaite santé lorsqu'il fut arrêté. En apprenant sa mort, elle était allée à la morgue pour identifier le corps mais s'était vu refuser l'autorisation de le voir. Lorsqu'on lui avait finalement permis de voir le corps, deux jours plus tard, elle l'avait trouvé tuméfié et couvert d'ecchymoses et de coupures. Elle a dit :

"Tout son front était enflé, il y avait des bleus et des coupures sur sa lèvre inférieure, et son abdomen avait doublé de volume.

J'ai soulevé sa tête et j'ai vu deux coupures en croix à la base de son crâne, derrière l'oreille gauche. Un liquide suintait des blessures, longues de 3 à 5 cm 53/."

53/ Le 13 mai 1976, l'African National Congress a communiqué à la presse, à Londres, des photographies du corps de M. Mdluli, qui montraient des marques de torture.

196. M. Mlungifi Mxenge, avocat de la famille, a également déclaré à la presse que M. Mdululi était en bonne santé avant sa mort. La police de sécurité a arrêté M. Mxenge le 24 mars. Le passeport de M. T. L. Skweyiya, avocat désigné par M. Mxenge, a été confisqué.

197. Le 11 juin, le Ministre de la justice, M. Jimmy Kruger, a déclaré devant la Chambre d'assemblée qu'aucune enquête ne serait ouverte sur la mort de M. Mdululi, étant donné que le Procureur général de Natal avait décidé d'inculper quatre officiers de police d'homicide involontaire. Les officiers ont été jugés à Durban le 17 juin mais ont été acquittés après avoir donné leur caution personnelle.

198. M. Mapetla Mohapi, 25 ans, l'un des dirigeants du "Black Consciousness Movement" (mouvement en faveur de la prise de conscience par les Noirs de leur identité) et père de deux enfants en bas âge, est mort le 5 août 1976, alors qu'il était en détention près de East London. Le gouvernement a avancé la thèse du suicide. M. Mohapi, ancien membre de la SASO et de la BPC, était alors administrateur du Fonds d'affectation spéciale pour le Zimele qui aide les anciens prisonniers politiques à réintégrer la société. Le père Aelred Stubbs, membre de la Community of Resurrection à Rosettenville, qui a connu M. Mohapi, a estimé que ce dernier était "le représentant le plus remarquable de la jeune génération de dirigeants du mouvement de prise de conscience par les Noirs de leur identité" 54/.

199. Les deux médecins qui représentaient Mme Mohapi à l'autopsie ont été arrêtés dans les jours qui ont suivi. Le Président du Fonds d'affectation spéciale pour le Zimele, M. Master Tembeni, qui avait demandé une enquête sur la mort de M. Mohapi, a été également arrêté.

200. M. Luke Mazwembe, 32 ans, est mort au Cap le 3 septembre 1976, deux heures seulement après son arrestation. Il était membre de la SASO.

V. RENFORCEMENT DE L'APPAREIL MILITAIRE

201. Pendant la période considérée, surtout après l'échec de son agression en Angola, le régime sud-africain a encore renforcé sa puissance militaire.

202. Dans le projet de budget pour 1976/77, 1 milliard 350 millions de rands sont prévus pour la défense, soit 40 p. 100 environ de plus que l'année précédente où les crédits prévus, y compris un crédit additionnel, s'élevaient à 970 661 000 rands 55/. Le tableau ci-après montre l'augmentation considérable du budget militaire depuis le massacre de Sharpeville en 1960 :

| <u>Année</u> | <u>Crédits pour la défense</u> (en millions de rands) |
|---------------|--|
| 1960/61 | 44 |
| 1970/71 | 257 |
| 1971/72 | 316 |
| 1972/73 | 344 |
| 1973/74 | 447 |
| 1974/75 | 692 |
| 1975/76 | 971 |
| 1976/77 | 1 350 |

203. En outre, le Ministre des finances a annoncé, le 31 mars 1976, en présentant le budget pour 1976/77, que le Gouvernement émettrait des "bons de défense spéciaux" qui seraient souscrits volontairement et dont le produit servirait à acheter des armes et du matériel de défense. Par la suite, le gouvernement a fixé un objectif de 120 millions de rands pour la vente des bons 56/.

204. Le régime sud-africain est apparemment désireux de développer sa marine dans l'espoir d'inciter d'autres puissances à coopérer avec lui dans l'océan Indien et l'Atlantique sud. On pouvait lire dans le South African Digest du 7 novembre 1975, publication périodique gouvernementale :

"... la marine dresse actuellement le bilan de ses besoins pour les prochaines années, notamment en corvettes pour le transport des missiles et en sous-marins. Des navires pour le transport des missiles sont en cours de construction et on est en train de moderniser des frégates."

On a appris par la suite que l'Afrique du Sud avait signé des contrats avec Israël pour la fourniture de corvettes et avec la France pour la fourniture de sous-marins.

205. Des porte-parole du gouvernement s'emploient également à créer une psychose de guerre dans le pays. Le général de division Neil Webster, directeur général des ressources des forces de défense sud-africaines, a déclaré, en février 1976, à titre de mise en garde : "Les Sud-Africains, comme les Israéliens, doivent s'habituer à l'idée de vivre pendant quelques années dans une situation de guerre 57/."

55/ En raison de l'engagement en Angola, le Parlement sud-africain a approuvé une augmentation de 31 millions de rands du budget de la défense pour l'exercice financier 1975/76.

56/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 15 juillet 1976.

57/ Ibid., 3 février 1976.

206. Le ministre de la défense, M. P. W. Botha, a déclaré au Congrès du Nationalist Party, à Natal, le 13 août 1976, que l'Afrique du Sud devrait dépenser davantage pour sa défense et que la durée du service militaire devrait sans doute être augmentée. Il a révélé que davantage de Noirs seraient engagés dans les forces de défense composées à une écrasante majorité de Blancs 58/.

A. Defence Amendment Act, 1976

207. En janvier 1976, au plus fort de sa guerre d'agression en Angola, le régime sud-africain a introduit le Defence Amendment Bill au Parlement. Le projet de loi était dicté par l'incertitude du régime quant à la légalité de son intervention en Angola, même en vertu de la législation sud-africaine, et avait pour but de lui permettre d'intervenir militairement dans d'autres pays africains 59/. Définissant "l'Afrique du Sud" comme "l'Afrique au sud de l'Equateur" 60/, il étendait rétro-activement le service obligatoire au "conflit armé" ou à l'élimination du "terrorisme" au-delà des frontières du pays.

208. Les Etats africains voisins ont fortement condamné ce projet de loi. A la réunion au sommet des chefs d'Etat du Botswana, du Mozambique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie, qui s'est tenue à Maputo le 7 février, le président de la République-Unie de Tanzanie, Julius Nyerere, qui présidait la réunion, a déclaré que c'était le texte de loi le plus insolent qu'on ait jamais vu. Estimant qu'il s'agissait là d'un défi et d'une menace à la liberté des quatre Etats, le Président s'est engagé à combattre et à vaincre le régime sud-africain.

B. Augmentation des forces armées

209. Le ministre de la défense, M. P. W. Botha, a déclaré à la Chambre d'assemblée, le 18 février 1976, que 56 970 jeunes gens accomplissant leurs obligations militaires avaient été appelés à rejoindre les forces de défense en 1975, contre 51 390 en 1974. On trouvait parmi eux, en plus de ceux qui avaient été appelés pour la première fois, les sursitaires des années précédentes 61/.

210. Le général de division Neil Webster a déclaré, le 19 janvier 1976, au cours d'une interview, qu'on devrait doubler les effectifs des forces permanentes le plus rapidement possible afin de leur permettre de parvenir à leur maximum d'efficacité. Actuellement, 6 p. 100 seulement des forces de défense étaient constituées d'éléments, officiers et hommes de troupe, des forces permanentes. Selon le général de division Webster, il conviendrait que les militaires de carrière représentent au moins 15 p. 100 des effectifs totaux 62/.

58/ The Times, Londres, 14 août 1976.

59/ En vertu du Defence Act initial, aucun membre des forces de défense sud-africaines n'était tenu de servir en dehors de l'Afrique du Sud sans son consentement écrit.

60/ Defence Amendment Act (No 1), 1976; House of Assembly Debates (Hansard) 2 février 1976, col. 397 passim; ibid., 3 février 1976, col. 477 passim; ibid., 9 février 1976, col. 825 passim.

61/ House of Assembly Debates (Hansard), Questions et réponses, 18 février 1976, col. 267.

62/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 20 janvier 1976.

211. M. P. W. Botha a déclaré au Congrès du Nationalist Party du Cap, le 22 septembre 1976, que les chefs des forces de défense étudiaient activement les mesures à prendre pour augmenter les forces permanentes 63/. Le 17 décembre 1975, il a annoncé que certaines unités des milices de citoyens seraient envoyées dans la "zone d'opérations" et que la durée de leur service passerait de trois à douze semaines. C'est ainsi que des milliers de membres des milices de citoyens ont été appelés et envoyés en Angola et en Namibie. Ce mouvement s'est maintenu même après que les troupes sud-africaines eurent été contraintes de se retirer d'Angola 64/.
212. Il semble que l'on fasse de plus en plus appel aux femmes pour constituer des commandos s'occupant des transmissions et de la conduite automobile de manière à libérer les hommes pour le service actif 65/.
213. Le régime a entrepris de recruter davantage de Noirs dans les forces armées. Les premières troupes de métis, toutes constituées de volontaires, ont commencé à recevoir une formation de combat à la fin de janvier 1976 66/. En mai 1976, le Ministre de la défense a déclaré que deux unités de 400 éléments "non Blancs" au total avaient combattu aux côtés des forces sud-africaines en Angola 67/.
214. Les forces de défense assument également l'entraînement d'armées des "bantoustans". En décembre 1975, le Ministre de la défense a annoncé la création d'une nouvelle base militaire à Umtata ainsi que sa décision d'affecter des chefs des forces de défense à l'entraînement de l'armée du Transkei. Le premier contingent de 70 recrues du Transkei a achevé son entraînement de base en décembre. A l'avenir, la formation des recrues sera assurée à la nouvelle base d'Umtata 68/. Les forces de police du Transkei, dont plusieurs éléments avaient été engagés dans des activités "antiterroristes" à la "frontière" 69/, auraient passé de 100 membres en 1963 à 750 en 1976. En avril 1976, le chef Matanzima a annoncé que le Transkei instituerait le service militaire obligatoire pour constituer sa propre armée de citoyens 70/.
215. On peut également mentionner la déclaration du général Gert Prinsloo, chef de la police, en décembre 1975, selon laquelle une unité de police d'élite destinée à combattre le "terrorisme urbain" était en cours de formation. Cette unité, avait-il indiqué, serait basée à Pretoria, mais étendrait son action aux différentes régions du pays en cas d'urgence 71/. On a fait appel à elle pour réprimer des manifestations après le massacre de Soweto, le 16 juin 1976.

63/ Ibid., 23 septembre 1976.

64/ The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, 3 avril 1976.

65/ Ibid., 6 mars 1976; Financial Mail, Johannesburg, 6 février 1976.

66/ The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, 24 janvier 1976.

67/ Ibid., 8 mai 1976.

68/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 11 décembre 1975; The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, 13 décembre 1975.

69/ South African Digest, Pretoria, 19 mars 1976.

70/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 14 avril 1976.

71/ The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, 6 décembre 1975.

C. Production d'armes

216. Un véhicule blindé de combat d'infanterie, conçu et fabriqué en Afrique du Sud, le Ratel, a été présenté pour la première fois au public à Potshfistroom en mai 1976. Il s'agit d'un véhicule de transport de troupes, qui pourrait être transformé en un véhicule de combat et d'appui 72/.

217. Le général Robert Rogers a annoncé, le 28 mai 1976, dans une déclaration à l'Association de l'armée de l'air à Pretoria, que de nouveaux Mirage F-1 et Impala-2 de l'armée de l'air sud-africaine avaient été mis en service. Selon lui, le Mirage est très perfectionné pour ce qui est du matériel de navigation et de l'armement. Quant à l'Impala, il pourrait s'avérer très précieux dans les combats de faible intensité 73/.

D. Importation d'armes

218. En mai 1976, le ministre de la défense, M. P. W. Botha, a déclaré que les forces de défense avaient acquis de nouvelles pièces d'artillerie mais il a refusé de donner le nom du pays fournisseur. Il a également indiqué que l'Afrique du Sud, qui améliorerait ses défenses anti-aériennes et ses missiles air-air, avait acquis de nouveaux hélicoptères et de nouvelles armes antichar 74/.

219. En juillet 1976, on a appris que la France avait vendu deux escorteurs-destroyers à l'Afrique du Sud. Au début d'août 1976, on a appris qu'Israël avait accepté de vendre deux corvettes équipées de missiles à l'Afrique du Sud. On a continué à signaler des manquements à l'embargo sur les armes appliqué par plusieurs pays.

220. Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, par exemple, l'Anti-Apartheid Movement a signalé plusieurs violations. Dans un cas, il s'agissait d'un contrat, signé en décembre 1975, par lequel la société Marconi Communications Systems Limited s'engageait à fournir à l'Afrique du Sud du matériel de transmissions à longue portée (système de transmissions par dispersion dans la troposphère), estimé à 8 millions de livres et destiné aux forces de défense. Apparemment, la conclusion de ce contrat a été rendu possible par les dispositions du Customs and Excise Export of Goods (Control) Order de 1970 qui permet d'exporter sans autorisation vers l'Afrique du Sud de nombreux types de matériel.

221. M. Jock Hall, ingénieur en électronique employé par la société Marconi, qui a refusé de travailler à l'exécution du contrat avec l'Afrique du Sud, a déclaré :

"Étant donné les dispositions de l'Order, alors que l'exportation des armes véritables est contrôlée, il est possible d'envoyer en Afrique du Sud, sans aucun contrôle, toute une série de produits et d'accessoires de technique de pointe, dont la législation reconnaît l'intérêt d'un point de vue militaire. Il n'est même pas nécessaire de faire une déclaration à la douane. Ainsi, "

72/ Ibid., 8 mai 1976.

73/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 4 juin 1976.

74/ The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, 8 mai 1976.

l'industrie britannique ne peut pas véritablement armer l'Afrique du Sud, mais elle est libre de fournir aux Sud-Africains la plupart des éléments dont ils ont besoin pour s'armer eux-mêmes, et cela sans qu'elle soit obligée d'en informer le gouvernement 75/."

222. M. Rufus Harris, qui effectue des recherches pour l'Anti-Apartheid Movement, a indiqué qu'il y avait d'autres moyens pour les sociétés britanniques de tourner l'embargo : fournir des pièces détachées pour du matériel déjà acheté; permettre, par le biais de licences ou grâce à la vente de brevets, la fabrication d'articles de conception britannique en Afrique du Sud; travailler sous le couvert de filiales sud-africaines qui ne sont pas soumises à la législation britannique et permettre aux fabricants d'armes sud-africains d'acheter la technologie britannique en employant des techniciens britanniques 76/.

223. En réponse à des questions posées au Parlement, le Gouvernement du Royaume-Uni a réaffirmé son adhésion à l'embargo sur les armes. M. Anthony Crosland, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth, a annoncé à la fin du mois d'avril 1976 que les exportations de matériel de dispersion dans la troposphère seraient soumises à un contrôle 77/.

224. On a appris en mars 1976 que l'Afrique du Sud pouvait se procurer des moteurs britanniques pour ses chars Centurion en passant par l'île de Jersey 78/. En juin 1976, une société de l'île de Jersey, la Technical Support Services, Ltd., a été poursuivie, en vertu de la législation de l'île relative aux exportations, pour falsification de documents d'exportation et infraction aux lois de l'île dans ce domaine 79/.

E. Autres faits nouveaux

225. La frégate de la marine sud-africaine, le Président Kruger, a participé à la revue nautique qui a eu lieu à New York, le 4 juillet 1976, pour célébrer le bicentenaire des Etats-Unis. C'était la première fois qu'un navire de guerre sud-africain se rendait aux Etats-Unis 80/.

75/ The Observer, Londres, 18 avril 1976. M. Hall a été licencié par la société en question pour avoir refusé de travailler à l'exécution du contrat, mais, à la suite de protestations, il a été réintégré dans ses fonctions.

76/ Ibid.

77/ The Times, Londres, 1er mai 1976.

78/ Sunday Times, Londres, 28 mars 1976.

79/ The Guardian, Londres, 2 juin 1976.

80/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 4 juin 1976.

VI. LES SPORTS ET L'APARTHEID

A. Progrès de la campagne contre l'apartheid dans les sports

226. La campagne en faveur du boycottage des équipes sportives sud-africaines sélectionnées sur la base de l'apartheid a remporté des succès assez considérables au cours de l'année.

227. Le World Boxing Council a décidé à Tunis, le 5 décembre 1975, de ne reconnaître ni les associations de boxe, ni les boxeurs professionnels sud-africains. Il a émis la déclaration suivante :

"Le World Boxing Council ne reconnaîtra plus les associations professionnelles d'Afrique du Sud tant que l'apartheid sera maintenu dans ce pays. En conséquence, aucun boxeur sud-africain ne figurera plus dans les tableaux de classement mondiaux du Council 81/."

228. La Squash Rackets Association d'Afrique du Sud a été contrainte de se retirer du championnat du monde de squash amateur par équipe qui s'est tenu à Londres en 1976, à la suite d'une décision du Gouvernement britannique de refuser la subvention prévue pour le championnat si une équipe sud-africaine était autorisée à y participer 82/.

229. L'Afrique du Sud a été expulsée de trois autres fédérations sportives internationales lors de leurs congrès tenus à Montréal en juillet 1976. Le 16 juillet 1976, la Fédération internationale des associations de football (FIFA) a expulsé l'Association sud-africaine de football à cause de ses pratiques d'apartheid 83/. Le 22 juillet, la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) a exclu l'Afrique du Sud parce qu'elle pratiquait la discrimination raciale dans l'athlétisme. L'Afrique du Sud a également été exclue de la Fédération internationale de natation amateur (FINA) le 30 juillet.

230. Le boycottage des Jeux olympiques à Montréal en juillet-août 1976 par 29 pays africains, ainsi que par la Guyane, l'Irak et le Sri Lanka, a contribué à faire connaître la campagne internationale de lutte contre l'apartheid dans les sports. Un centre d'accueil sud-africain installé dans un hôtel de Montréal pendant les jeux Olympiques a dû fermer à la suite de protestations contre l'apartheid.

81/ The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire/par avion, 6 décembre 1975.

82/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 11 mars 1976.

Trois joueurs sud-africains ont toutefois été autorisés à participer aux championnats du monde individuels de squash amateur qui ont suivi le championnat par équipe; en effet, la subvention n'a pas été refusée pour les rencontres individuelles, malgré les protestations de groupes anti-apartheid. (Rand Daily Mail, Johannesburg, 11 et 13 mai 1976.) Des membres des équipes officielles de l'Inde, du Koweït et du Pakistan se sont retirés plutôt que de jouer contre des joueurs sud-africains (Agence France-Presse, 17 mai 1976).

83/ L'Afrique du Sud avait déjà été temporairement exclue de la FIFA de 1964 à 1976. A son dernier congrès, qui s'est tenu en République fédérale d'Allemagne, la FIFA a modifié ses statuts de façon à prévoir l'expulsion de tout pays où la discrimination était reconnue par la loi. Une délégation de la FIFA composée de trois personnes s'est rendue en Afrique du Sud en mars 1976 pour étudier la situation.

231. Le Gouvernement jamaïcain a annoncé, le 29 juin, que les sportifs ayant joué en Afrique du Sud ne seraient pas autorisés à entrer à la Jamaïque.

232. Un certain nombre d'équipes nationales ont boycotté les compétitions sportives internationales auxquelles l'Afrique du Sud était autorisée à participer.

B. Poursuite des échanges sportifs avec l'Afrique du Sud

233. Cependant, certains organismes sportifs internationaux continuent de ne pas tenir compte du problème de l'apartheid.

234. C'est le cas tout particulièrement en matière de tennis car la Fédération internationale de Lawn Tennis et le Comité organisateur de la Coupe Davis sont dominés par quelques nations occidentales en raison du système de vote pondéré.

235. Bien que l'Afrique du Sud ait été suspendue de la Coupe Davis en 1970, sur l'initiative des Etats-Unis d'Amérique - à la suite du refus du régime sud-africain d'accorder un visa au champion noir de tennis Arthur Ashe - ces deux organismes internationaux continuent à rejeter toute proposition tendant à exclure ou à suspendre l'Afrique du Sud. Ils ont autorisé l'Afrique du Sud à jouer tout d'abord en Amérique latine et ensuite en Amérique du Nord, ce qui constitue une provocation pour tous les pays opposés à l'apartheid.

236. A une réunion du Comité organisateur de la Coupe Davis, qui a eu lieu à Londres le 1er juillet 1976, une motion tendant à exclure l'Afrique du Sud des compétitions prévues pour 1977 n'a pas obtenu la majorité requise.

237. De même, les motions tendant à exclure l'Afrique du Sud ont été rejetées faute d'avoir obtenu la majorité requise par le Comité organisateur de la Coupe Davis et le Congrès de l'International Lawn Tennis Federation en juillet 1976.

238. Par ailleurs, certains membres occidentaux du Comité organisateur de la Coupe Davis ont proposé des motions tendant à exclure le Mexique des compétitions de 1977 parce que ce pays avait refusé de jouer contre l'Afrique du Sud en 1975 et en 1976 - et une motion générale tendant à suspendre toute nation refusant de participer à la coupe pour des "raisons politiques". Ces motions n'ont pas réuni la majorité requise non plus 84/. L'Association de tennis des Etats-Unis a alors annoncé qu'elle cessait de participer à la Coupe Davis et à ses compétitions internationales. La Grande-Bretagne et la France ont également annoncé qu'elles ne participeraient pas aux compétitions de 1977. Cependant, quand l'International Lawn Tennis Federation leur a demandé le 7 juillet de revenir sur leur décision, ces trois pays ont déclaré qu'ils participeraient aux compétitions de 1977, qu'ils considéreraient comme une "année neutre".

239. L'Afrique du Sud a également participé au championnat de tennis de la Federation Cup qui a eu lieu à Philadelphie du 22 au 29 août 1976. Le tournoi dans, qui est l'équivalent de la Coupe Davis, a été aussi organisé par l'International Lawn Tennis Federation. Comme l'Afrique du Sud y participait, les équipes nationales des Philippines, de l'Union soviétique, de la Tchécoslovaquie, de l'Indonésie et de la Hongrie ont annulé leur participation au tournoi.

84/ Le Mexique a refusé de jouer contre l'Afrique du Sud en 1975 et en 1976 quand ce pays a été autorisé à participer aux rencontres sportives ayant lieu en Amérique du Nord. L'Inde a refusé de participer aux finales de la Coupe Davis en Afrique du Sud en 1974, perdant ainsi la possibilité de remporter la Coupe.

240. Le régime et les organismes sportifs sud-africains ont accru leurs efforts pour persuader les gouvernements et les organismes sportifs d'autres pays de maintenir ou de rétablir les échanges sportifs, mais sans grand succès, sauf dans le cas de certaines équipes locales d'un certain nombre de pays occidentaux.

241. La Nouvelle-Zélande constitue une exception notable; le nouveau gouvernement, qui a pris le pouvoir en novembre 1975, a modifié la politique antérieure en déclarant qu'il n'interviendrait pas dans les décisions d'organismes sportifs d'envoyer leur équipe en Afrique du Sud et qu'il n'empêcherait pas les équipes sud-africaines de se rendre en Nouvelle-Zélande.

242. L'Association de Softball de Nouvelle-Zélande a alors invité une équipe sud-africaine à participer au championnat mondial de softball organisé à Wellington (Nouvelle-Zélande), à partir du 31 janvier 1976. A la suite des protestations d'un certain nombre d'organisations néo-zélandaises et du Comité spécial, beaucoup de pays ont refusé de participer au championnat 85/. D'après des articles parus dans la presse néo-zélandaise, il y avait plus de manifestants que de spectateurs aux matches. Cependant, le championnat a été inauguré par le gouverneur général de Nouvelle-Zélande.

243. En dépit de l'opposition au championnat de softball et en dépit des appels lancés par l'Organisation des Nations Unies, le secrétaire général du Commonwealth, le South African Council on Sport, non racial, et d'autres encore, la Nouvelle-Zélande a maintenu ses contacts sportifs avec l'Afrique du Sud. L'équipe de rugby, les "All Blacks", a fait une tournée de deux mois en Afrique du Sud à partir de la fin du mois de juin 1976. Cette tournée qui a eu lieu peu de temps après le massacre de Soweto, a suscité beaucoup de ressentiments en Afrique et ailleurs. Vingt-neuf Etats africains et trois Etats non africains ont boycotté les jeux Olympiques de Montréal pour protester contre la tournée des "All Blacks".

244. Par la suite, le Gouvernement néo-zélandais a réaffirmé son opposition à l'apartheid et a déclaré dans un communiqué de presse, après avoir consulté le Comité spécial, le 29 septembre :

"Le gouvernement ne ... cherche pas à obliger les équipes sportives néo-zélandaises à jouer ou ne pas jouer contre telle ou telle équipe. Cependant, il considère qu'aucune équipe, dans aucun pays, ne devrait être sélectionnée sur la base de critères autres que le mérite. Il prend bonne note des préoccupations exprimées par le Comité spécial au sujet des contacts avec les équipes sud-africaines sélectionnées sur la base de critères raciaux et il attirera l'attention des organismes sportifs néo-zélandais sur les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Le gouvernement ne favorise ni n'encourage les contacts sportifs avec les équipes sélectionnées sur la base de critères autres que le mérite et il ne leur accorde aucun appui officiel."

85/ Sur les 45 pays membres de la Fédération internationale de softball, sept équipes seulement y ont participé et la plupart de celles-ci n'étaient pas des équipes nationales.

C. Nouvelle politique sportive

245. Sous la pression de la campagne internationale de plus en plus forte contre l'apartheid dans les sports, et les associations sportives sud-africaines réclamant que des mesures soient prises pour mettre fin à leur isolement international, le régime sud-africain a modifié à nouveau quelque peu sa politique.

246. Le 23 septembre 1976, M. Piet Koornhof, ministre des sports et des loisirs de l'Afrique du Sud, a rendu publique une nouvelle politique sportive approuvée par le Conseil fédéral du parti nationaliste au pouvoir. Il a déclaré :

"Le Conseil fédéral est d'avis que, compte tenu de la législation et des règlements en vigueur, la politique qui répond le mieux aux intérêts de l'Afrique du Sud et de toutes ses populations, dans le domaine des sports, est la suivante :

1. Les sportifs, hommes et femmes, blancs, métis, indiens et noirs, devraient appartenir à des clubs différents et chacun de ces clubs devrait contrôler, organiser et gérer son propre programme.

2. Chaque fois que cela est possible et souhaitable, les comités ou les conseils des différents groupes raciaux devraient se consulter ou prendre contact en vue de promouvoir les intérêts du sport considéré.

3. En ce qui concerne les sports individuels, la compétition multi-raciale devrait être autorisée à tous les niveaux, si les organes directeurs en décident ainsi.

4. En ce qui concerne les sports d'équipe, le conseil ou le comité de chaque groupe racial devrait organiser ses propres championnats ou programmes de réunions sportives.

5. Les conseils ou comités peuvent, à leur gré, organiser, en consultation avec le Ministre des sports, des championnats ou des rencontres sportives permettant aux équipes des différents groupes raciaux de s'affronter.

6. Chaque groupe racial devrait organiser comme il l'entend ses relations sportives avec d'autres pays ou d'autres organismes sportifs et devrait choisir ses propres couleurs et ses propres écussons.

7. Des équipes composées de joueurs appartenant à tous les groupes raciaux peuvent représenter l'Afrique du Sud dans les compétitions où elles sont invitées ou admises à participer, que le sport considéré soit une discipline olympique ou non; les membres de ces équipes peuvent, s'ils le souhaitent, porter des écussons ou des maillots aux couleurs nationales.

8. L'admission aux manifestations sportives est réglementée par les organes directeurs 86/."

86/ The Star, Johannesburg, édition hebdomadaire par avion, 25 septembre 1976.

247. Les partisans du régime d'apartheid ont vanté les mérites de cette nouvelle politique qui, selon eux, garantit un sport ouvert à tous jusqu'au niveau du club, permet à l'Afrique du Sud d'être représentée par des équipes multiraciales dans des disciplines telles que le cricket et le rugby et ouvre la voie à la création de clubs sportifs multiraciaux. Il est rapidement apparu toutefois que cette politique était loin de reposer sur le principe olympique de la non-discrimination et qu'elle n'était qu'un prolongement du "multinationalisme" ou apartheid. Alors que les sports individuels pourraient devenir multiraciaux, les sports d'équipe continueraient d'être régis par la politique "multinationale" de ségrégation raciale jusqu'au niveau du club. Les équipes de cricket et de rugby, par exemple, ne pourraient participer à des championnats multiraciaux qu'avec l'assentiment des organes directeurs et l'autorisation du Ministre des sports et des loisirs.

ANNEXE II

Liste des documents du Comité spécial (octobre 1975-septembre 1976)

- A/AC.115/L.420 Lettre datée du 6 octobre 1975 adressée au Président par intérim du Comité spécial contre l'apartheid par le Président de l'African National Congress of South Africa
- A/AC.115/L.421 Déclaration sur la militarisation de l'Afrique du Sud (adoptée par le Séminaire du Conseil mondial de la paix, tenu à Bruxelles les 18 et 19 octobre 1975)
- A/AC.115/L.422 Note datée du 21 octobre 1975 adressée au Président du Comité spécial contre l'apartheid par le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP)
- A/AC.115/L.423 Communications datées du 28 août et du 29 octobre 1975, échangées entre le Président par intérim du Comité spécial et le représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies
- A/AC.115/L.424 Lettre datée du 25 novembre 1975, adressée au Président du Comité spécial contre l'apartheid par le représentant permanent de la Trinité-et-Tobago auprès de l'Organisation des Nations Unies
- A/AC.115/L.425 Résolution de la Conférence biennale du South African Council on Sport tenue à Durban le 12 octobre 1975
- A/AC.115/L.426 Lettre datée du 21 janvier 1976, adressée à la Présidente du Comité spécial contre l'apartheid par le représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies
- A/AC.115/L.427 Déclaration du Comité spécial contre l'apartheid sur l'agression sud-africaine contre l'Angola
- A/AC.115/L.428 Septième rapport du Sous-Comité des pétitions et de l'information
- A/AC.115/L.429 Communiqués de presse communs, publiés à Londres le 28 janvier 1976 par la Présidente du Comité spécial contre l'apartheid et le Secrétaire général du Commonwealth, au Caire le 31 janvier 1976 par la Présidente du Comité spécial et le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, à Accra le 4 février 1976 par la Présidente du Comité spécial et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité syndicale africaine
- A/AC.115/L.430 Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale
- A/AC.115/L.431 Communications relatives à la participation d'une équipe sud-africaine aux championnats mondiaux de softball qui ont eu lieu en Nouvelle-Zélande (janvier-février 1976)

- A/AC.115/L.432 Déclaration que S. Exc. M. Amin Helmy II, observateur permanent de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies, a faite à la 322ème séance, le 30 avril 1976, à propos de la collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud
- A/AC.115/L.433 Lettre datée du 16 avril 1976, adressée au représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Président du Comité spécial contre l'apartheid
- A/AC.115/L.434 Lettre datée du 13 juin 1976, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par Markus Braun et Renate Meinshausen, membres du Conseil du Mouvement anti-apartheid de la République fédérale d'Allemagne
- A/AC.115/L.435 Neuvième rapport du Sous-Comité des pétitions et de l'information
- A/AC.115/L.437 Communications datées du 10 juin 1976 et du 22 juin 1976, échangées entre le Président du Comité spécial contre l'apartheid et le chargé d'affaires par intérim de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies
- A/AC.115/L.438 Déclarations des gouvernements concernant les massacres et actes de violence commis par le régime d'apartheid en Afrique du Sud à Soweto et dans d'autres régions
- A/AC.115/L.439 Résolution du Groupe des travailleurs assistant à la soixante et unième session de la Conférence internationale du Travail sur l'élimination de l'apartheid en Afrique australe, tenue à Genève du 2 au 22 juin 1976
- A/AC.115/L.440 Projet de rapport spécial à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité concernant le massacre de Soweto et ses conséquences
- A/AC.115/L.441 Lettre datée du 14 juillet 1976 adressée au Président du Comité spécial contre l'apartheid par le représentant permanent adjoint du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies
- A/AC.115/L.442 Lettre datée du 16 juillet 1976, adressée au Président du Comité spécial contre l'apartheid par le représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies (concernant la Coupe Davis)
- A/AC.115/L.443 Résolution adoptée par la Conférence internationale sur l'Afrique du Sud (21 septembre 1976)
- A/AC.115/L.444 Lettre datée du 20 septembre 1976, adressée à l'Organisation des Nations Unies par Liberazione e Sviluppo
- A/AC.115/L.445 Lettre datée du 9 septembre 1976, adressée à tous les gouvernements et organisations par le Président du Comité spécial contre l'apartheid et réponses y relatives

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何向联合国出版部

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
